

AU

CR 2006/46 (traduction)

CR 2006/46 (translation)

Jeudi 8 juin 2006 à 10 heures

Thursday 8 June 2006 at 10 a.m.

10

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. L'audience est ouverte. La Cour se réunit aujourd'hui pour entendre, conformément au paragraphe 3 de l'article 74 de son Règlement, les observations des Parties concernant la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la République argentine en l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*.

Pour des raisons médicales, M. le juge Shi est empêché de siéger en la présente phase de l'affaire. M. le juge Tomka, pour des raisons dont il a dûment fait part à la Cour, est empêché de siéger pendant la durée des présentes audiences; M. le juge Simma a quant à lui informé la Cour qu'il ne pourrait siéger aujourd'hui.

Chacune des Parties à la présente affaire, la République argentine et la République orientale de l'Uruguay, a usé de la faculté que lui confère l'article 31 du Statut de la Cour de désigner un juge *ad hoc*. L'Argentine a désigné M. Raúl Vinuesa et l'Uruguay M. Santiago Torres Bernárdez.

L'article 20 du Statut dispose que «[t]out membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, en séance publique, prendre l'engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience». Cette disposition s'applique également aux juges *ad hoc* en vertu du paragraphe 6 de l'article 31 du Statut. Je rappellerai tout d'abord en quelques mots la carrière et les qualifications des deux juges qui vont faire la déclaration requise. Puis je les inviterai à faire cette déclaration.

M. Santiago Torres Bernárdez, de nationalité espagnole, est bien connu de la Cour puisque, après de nombreuses années d'un travail fructueux à la division de la codification du bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies, il y a exercé les fonctions de greffier de 1980 à 1986. Il a été désigné comme juge *ad hoc* à de nombreuses reprises, en l'affaire du *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras)*, en l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)*, en l'affaire de la *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)* et en l'affaire de la *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn)*. M. Torres Bernárdez a une très longue expérience des procédures judiciaires et arbitrales internationales, notamment en qualité d'arbitre pour le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements. Il est,

11

entre autres, membre de la Cour permanente d'arbitrage, de l'Institut de droit international et de l'*International Law Association*. M. Torres Bernárdez est en outre l'auteur de nombreuses publications sur le droit international, les organisations internationales et les procédures internationales. Il a occupé plusieurs postes d'enseignant et a, en particulier, donné un cours à l'Académie de droit international de La Haye sur la procédure d'intervention devant la Cour.

M. Raúl Vinuesa, de nationalité argentine, est professeur titulaire de droit international public et de droit relatif aux droits de l'homme à l'Université de Buenos Aires, et professeur titulaire de droit international à l'Institut national des affaires étrangères du ministère argentin des affaires étrangères. Il a occupé, et occupe encore, un certain nombre d'autres postes d'enseignant dans divers établissements universitaires d'Argentine. Il a participé à de nombreux arbitrages *ad hoc* mis en place sous les auspices du Mercosur, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de la Chambre de commerce internationale. M. Vinuesa a également exercé les fonctions de conseiller auprès du ministère des affaires étrangères de l'Argentine en matière d'arbitrage commercial international et de litiges internationaux. Il est membre de l'Institut de droit international et de nombreuses autres institutions réputées, notamment la Commission du droit de l'environnement de l'Alliance mondiale pour la nature et le groupe d'experts du Comité international de la Croix-Rouge pour le droit de l'environnement et le droit humanitaire.

J'invite ces deux éminents juges à prendre l'engagement solennel prescrit par le Statut et demande à toutes les personnes présentes à l'audience de bien vouloir se lever.
Monsieur Torres Bernárdez.

M. TORRES BERNÁRDEZ : «Je déclare solennellement que je remplirai mes devoirs et exercerai mes attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine parfaite impartialité et en toute conscience.»

Le PRESIDENT : Merci. Monsieur Vinuesa.

M. VINUESA. : «Je déclare solennellement que je remplirai mes devoirs et exercerai mes attributions de juge en tout honneur et dévouement, en pleine parfaite impartialité et en toute conscience.»

Le PRESIDENT : Merci. Veuillez vous asseoir. Je prends acte des déclarations solennelles de M. Torres Bernárdez et de M. Vinuesa et les déclare dûment installés comme juges *ad hoc* en l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*.

*

* *

12

L'instance a été introduite le 4 mai 2006 par le dépôt au Greffe de la Cour d'une requête de la République argentine contre la République orientale de l'Uruguay. Dans cette requête, le Gouvernement de l'Argentine invoque pour fonder la compétence de la Cour le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de la Cour et le premier alinéa de l'article 60 du statut du fleuve Uruguay, signé par l'Argentine et l'Uruguay le 26 février 1975 et entré en vigueur le 18 septembre 1976. Aux termes de cette disposition, tout différend concernant l'interprétation ou l'application du statut de 1975 «qui ne pourrait être réglé par négociation directe peut être soumis par l'une ou l'autre des Parties à la Cour internationale de Justice». L'Argentine ajoute que les négociations directes entre les Parties ont échoué.

L'Argentine soutient dans sa requête que l'Uruguay a violé des obligations qui lui incombent en vertu du statut de 1975, notamment l'obligation d'informer préalablement la commission administrative du fleuve Uruguay («CARU», selon le sigle espagnol), créée par le statut pour assurer des fonctions réglementaires et de coordination. L'Argentine allègue notamment la violation par l'Uruguay d'obligations relatives à

«l'autorisation de construction, la construction et l'éventuelle mise en service de deux usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay. Ceci, tout en prenant particulièrement compte des effets desdites activités sur la qualité des eaux du fleuve Uruguay et sa zone d'influence.»

L'Argentine évoque l'autorisation accordée par le Gouvernement de l'Uruguay en octobre 2003 à la société espagnole ENCE pour la construction d'une usine de pâte à papier à proximité de la ville

de Fray Bentos, projet dénommé «Celulosa de M'Bopicuá» («CMB») et l'autorisation également accordée par le Gouvernement de l'Uruguay, en février 2005, à la société finlandaise Oy Metsä-Botnia AB pour la construction d'une seconde usine de pâte à papier dans la même zone de la rive gauche du fleuve Uruguay, projet dénommé «Orion». L'Argentine cite ensuite l'autorisation accordée en juillet 2005 à la même société finlandaise pour la construction d'un port destiné à l'usage exclusif de l'usine Orion.

Je demande maintenant au greffier de bien vouloir donner lecture de la décision demandée à la Cour, telle que formulée au chiffre V de la requête de l'Argentine.

The REGISTRAR:

«On the basis of the foregoing statement of facts and law, Argentina, while reserving the right to supplement, amend or modify the present Application in the course of the subsequent procedure, requests the Court to adjudge and declare:

13

1. that Uruguay has breached the obligations incumbent upon it under the 1975 Statute and the other rules of international law to which that instrument refers, including but not limited to:
 - (a) the obligation to take all necessary measures for the optimum and rational utilization of the River Uruguay;
 - (b) the obligation of prior notification to CARU and to Argentina;
 - (c) the obligation to comply with the procedures prescribed in Chapter II of the 1975 Statute;
 - (d) the obligation to take all necessary measures to preserve the aquatic environment and prevent pollution and the obligation to protect biodiversity and fisheries, including the obligation to prepare a full and objective environmental impact study;
 - (e) the obligation to co-operate in the prevention of pollution and the protection of biodiversity and of fisheries; and
2. that, by its conduct, Uruguay has engaged its international responsibility to Argentina;
3. that Uruguay shall cease its wrongful conduct and comply scrupulously in future with the obligations incumbent upon it; and
4. that Uruguay shall make full reparation for the injury caused by its breach of the obligations incumbent upon it.

Argentina reserves the right to amplify or amend these requests at a subsequent stage of the proceedings.»

Le PRESIDENT : Le 4 mai 2006, après avoir déposé la requête, l'agent de l'Argentine a déposé une demande en indication de mesures conservatoires. Dans cette demande, l'Argentine évoque le besoin urgent de sauvegarder certains droits qui «découlent du Statut de 1975 et des principes et règles de droit international nécessaires pour l'interprétation et l'application de celui-ci». Elle invoque en particulier le droit à ce que «l'Uruguay respecte les obligations prévues par le Statut de 1975 pour la réalisation de tout ouvrage suffisamment important pour affecter le régime du fleuve Uruguay», le droit à ce que «l'Uruguay n'autorise ni n'entreprenne la construction d'ouvrages susceptibles de causer des préjudices sensibles au fleuve Uruguay» et le droit à ce que «les populations riveraines du fleuve Uruguay relevant de sa juridiction et vivant à proximité des ouvrages projetés ... vivent dans un environnement sain et ne subissent pas de dommages à la santé, de dommages économiques ou de toute autre nature», en raison de la construction et de la mise en service des usines de pâte à papier.

14

Tout en indiquant dans sa requête que l'entreprise ENCE a suspendu la construction de l'usine CMB pour quatre-vingt-dix jours à compter du 28 mars 2006, l'Argentine soutient dans sa demande que la poursuite de la construction des usines CMB et Orion «parachèverait la démarche unilatérale de l'Uruguay tendant à créer un «fait accompli»», privant ainsi l'Argentine de son droit à une «évaluation globale et objective de l'impact sur l'environnement» des travaux envisagés.

Je demande maintenant au greffier de bien vouloir donner lecture du passage de la demande dans lequel sont énoncées les mesures conservatoires que le Gouvernement argentin prie la Cour d'indiquer.

The REGISTRAR:

«In view of the foregoing, the Government of Argentina requests the Court, pending final judgment in these proceedings, to indicate the following provisional measures:

(a) pending the Court's final judgment, Uruguay shall:

- (i) suspend forthwith all authorizations for the construction of the CMB and Orion mills;
- (ii) take all necessary measures to suspend building work on the Orion mill; and
- (iii) take all necessary measures to ensure that the suspension of building work on the CMB mill is prolonged beyond 28 June 2006;

- (b) Uruguay shall co-operate in good faith with Argentina with a view to ensuring the optimum and rational utilization of the River Uruguay in order to protect and preserve the aquatic environment and to prevent its pollution;
- (c) pending the Court's final judgment, Uruguay shall refrain from taking any further unilateral action with respect to construction of the CMB and Orion mills which does not comply with the 1975 Statute and the rules of international law necessary for the latter's interpretation and application;
- (d) Uruguay shall refrain from any other action which might aggravate or extend the dispute which is the subject-matter of the present proceedings or render its settlement more difficult.»

Le PRESIDENT : Immédiatement après le dépôt de la requête et de la demande en indication de mesures conservatoires, le greffier, conformément au paragraphe 4 de l'article 38 et au paragraphe 2 de l'article 73 du Règlement de la Cour, en a fait tenir des copies certifiées conformes au Gouvernement uruguayen. Il en a également informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

15 Selon l'article 74 du Règlement de la Cour, une demande en indication de mesures conservatoires a priorité sur toutes les autres affaires. La date de la procédure orale doit être fixée de manière à donner aux parties la possibilité de s'y faire représenter. En conséquence, après consultation des Parties, celles-ci ont été informées le 11 mai 2006 que la date d'ouverture de la procédure orale prévue au paragraphe 3 de l'article 74 du Règlement de la Cour, au cours de laquelle elles pourraient présenter leurs observations sur la demande en indication de mesures conservatoires, avait été fixée au 8 juin 2006 à 10 heures.

Je constate la présence devant la Cour des agents et conseils des deux Parties. La Cour entendra l'Argentine, qui est le demandeur au fond et a déposé la demande en indication de mesures conservatoires, ce matin jusqu'à 13 heures. Elle entendra l'Uruguay cet après-midi à partir de 15 heures. Aux fins de ce premier tour de plaidoiries, chacune des Parties disposera d'une séance entière de trois heures. Les Parties auront ensuite la possibilité de répliquer : l'Argentine aura la parole le vendredi 9 juin à 10 heures et l'Uruguay le vendredi 9 juin à 16 h 30. Chacune disposera d'un maximum de deux heures pour présenter sa réplique.

Avant de donner la parole à S. Exc. Mme Susana Myrta Ruiz Cerutti, agent de l'Argentine, je vais vous relire le texte de l'instruction de procédure XI, sur laquelle M. le greffier a déjà appelé l'attention des Parties :

«La Cour a observé chez les parties une tendance croissante à demander des mesures conservatoires. Les parties devraient limiter leurs exposés oraux sur ces demandes aux questions touchant aux conditions à remplir aux fins de l'indication de mesures conservatoires, telles qu'elles ressortent du Statut, du Règlement et de la jurisprudence de la Cour. Les parties ne devraient pas aborder le fond de l'affaire au-delà de ce qui est strictement nécessaire aux fins de la demande.»

Cela signifie qu'à ce stade, la Cour n'a pas besoin d'être persuadée que le demandeur a les droits qu'il revendique; mais seulement que ces droits, dans le cas où leur existence devait être démontrée ultérieurement, requièrent une protection urgente. Madame, vous avez la parole.

Ms CERUTTI:

Introduction

16 1. Madam President, Members of the Court. The Argentine Republic is appearing before the Court for the first time. It is doing so with mixed feelings. On the one hand, we are honoured to have the possibility to defend our rights through recourse to the principal judicial organ of the United Nations. But, on the other, we are not happy to find ourselves obliged to do so against the Eastern Republic of Uruguay, a country with which Argentina enjoys historical, social and cultural ties extending beyond mere neighbourly relations between States.

2. However, this is required in the interest of safeguarding an instrument which was a pioneer in the area of environmental protection. I am referring to the 1975 Statute of the River Uruguay, the text of which appears in your folders. Argentina maintains that Uruguay has caused, and continues to cause, injury to the régime established by this treaty, by authorizing the construction of two pulp mills on the River Uruguay, a waterway shared by the two countries, in violation of the international norms protecting the river and the areas affected by it.

3. At the very moment in which the Parties are appearing before the Court, Uruguay is pursuing two huge projects at a site which has been chosen unilaterally. Its actions are aimed at effecting a "fait accompli" causing irreversible prejudice to the rights of Argentina and its inhabitants — rights urgently requiring protection. Argentina is therefore requesting the Court to order Uruguay, in pursuance of the two countries' obligation to co-operate in good faith to protect the River Uruguay and the areas affected by it, to halt and ensure the suspension of these two

projects and to refrain from taking any other steps concerning the planned mills or any other step which might aggravate the dispute.

4. During these hearings Argentina will make a thorough showing of the merit of these requests. Please allow me, Madam President, briefly to introduce to you the team who will do this. I have the honour to be accompanied by Their Excellencies Horacio Basabe, former Legal Counsel to the Ministry of Foreign Affairs and Member of the Permanent Court of Arbitration, and Santos Goñi Marengo, Ambassador of Argentina to the Netherlands. We enjoy the assistance of renowned advocates and support from legal and scientific experts.

5. In accordance with the practice, we shall not read out the source references for material cited in our statements. We would be grateful to the Registrar for including those references in the verbatim records of the hearings.

Context of the request

17

6. Madam President, Members of the Court. It is perhaps a paradox that the dispute to which this request for the indication of provisional measures relates concerns a region benefiting from relatively well-developed legal regulation in the area of environmental protection of international rivers. Indeed, as early as 1971 — nearly contemporaneously with the Stockholm Conference on the Human Environment — Argentina and Uruguay adopted a Declaration on water resources which bound the Parties to avoid polluting international rivers and their affluents in any way. It was in the framework of this declaration that specific bilateral treaties for the two rivers, for the two border waterways between our countries, the Rio de la Plata and the River Uruguay, were signed in 1973 and 1975, respectively. They govern a wide variety of aspects, among which environmental protection of the rivers is of vital importance. The two treaties contain compromissory clauses providing for reference to this distinguished Court.

7. The need to ensure the “optimum and rational utilization of the River Uruguay”, a fragile, complex aquatic ecosystem to which the well-being of a riparian population of some one million is now tied, was undoubtedly the main concern of those who negotiated the 1975 Treaty, that is to say the Statute of the River Uruguay. To ensure such utilization, they devised machinery for prior notification and consultation, among the world’s most advanced at the time, in respect of any

planned works liable to have an environmental impact on the river and the areas affected by it. I stress the word “prior”, which indicates an obligation not to proceed with the authorization or construction of works *before* the Statute’s provisions have been complied with. The implementation of these procedures was entrusted to a specific bilateral body, the Administrative Commission of the River Uruguay — CARU [in its Spanish acronym] — and it was provided that any dispute between the parties as to the application or interpretation of the Statute would automatically be submitted to a dispute settlement procedure, in which the ultimate resort would be unilateral reference to this Court. The parties thus made sure that any project which might place the river and its ecosystem in jeopardy would be assessed and that a decision would be made about it before it was too late. Notify before destroying: an innovative way to bring into harmony the goals of environmental protection and economic development between two friendly countries.

[Slide of a sketch-map of the area in question, showing the location of CMB and Orion]

18

8. It was this machinery, with which Argentina has always complied¹, that Uruguay disregarded for the first time when authorization was unilaterally granted to the Spanish company ENCE to build a pulp mill on the River Uruguay; this is the “Celulosa de M’Bopicuá” — CMB — project. The authorization was granted on 9 October 2003, at the very time when the President of Uruguay was assuring the President of Argentina that no authorization would be given until our country’s concerns over the environmental impact of the proposed mill had been met.

9. In response to this unprecedented and unexpected violation of the 1975 Statute, Argentina first attempted to rectify matters within CARU, having its delegation urge Uruguay to notify the Commission so that it could determine the CMB project’s impact on the river and the areas affected by it². The main point was to learn the reasons why the mill was to be sited opposite an urban area of more than 100,000 inhabitants, Gualeguaychú and its surrounding areas, of which ecotourism is one of the main sources of income.

¹See, among other examples, CARU minutes no. 9/81, 18 December 1981 (Annex 1 of the documents submitted on 2 and 6 June 2006).

²See CARU minutes no. 11/03, 17 October 2003 (Annex 2 of the documents submitted on 2 June 2006), in which Argentina already cited Chapter XV of the Statute in the context of the prior notification and consultation procedure, as well as the Note Verbale delivered on 27 October 2003 by the Embassy of Argentina in Uruguay to Uruguay’s Ministry of Foreign Affairs (Annex VI to the Application instituting proceedings) and the statement by the Minister for Foreign Affairs, Mr. Didier Operti, before the Uruguayan Senate on 26 November 2003 (Annex 3 of the documents submitted on 2 June 2006).

10. Uruguay's unwillingness to comply with the prior notification and consultation procedure for the CMB project produced deadlock in CARU and forced the Argentine Government to turn to direct diplomatic channels. In early 2004 these efforts appeared to bear fruit. In March of that year Uruguay's Minister for Foreign Affairs promised his Argentine counterpart that all the requisite information on the project needed for compliance with the statutory machinery would be provided through CARU. CARU was able, on the basis of that promise, to resume work in May.

19 11. But that promise was not kept. Despite Argentina's repeated requests, the requisite information was not provided, while work on the CMB project continued through the rest of 2004. Further, on 14 February 2005, the Uruguayan Government authorized the Finnish company Oy Metsä-Botnia AB (hereinafter "Botnia") to begin construction of a second pulp mill, "Orion", less than 7 km from CMB. This unilateral authorization came just three days after a meeting of CARU, which was kept in the dark this time as well.

12. In response to this worsening of the dispute, Argentina continued its efforts to resolve the disagreement through negotiation under the 1975 Statute. In August 2005, a technical group, GTAN, was set up. Argentina's expectations were quickly frustrated by Uruguay. At GTAN's first meeting, Uruguay, citing its "sovereign decision", formally dismissed Argentina's requests for an explanation of the reasons underlying the choice of site for the projects³. Two planned mills, Madam President and Members of the Court, whose future operations are known to be amongst the most polluting activities, on a scale virtually unprecedented anywhere in the world, situated side by side, in an area whose inhabitants derive their well-being from the river and the areas affected by it. GTAN quickly turned into a talking shop and this allowed Uruguay in the meantime to speed up its plans.

13. The most blatant evidence of Uruguay's "fait accompli" policy was the unilateral authorization granted for the construction of a port attached to the Orion mill, even after GTAN had been established. The terse response given by the Chair of the Uruguayan delegation to CARU to Argentina's request for a halt in the construction of the port and for compliance with the prior

³Further, at GTAN's second meeting, on 19 August, Argentina presented a precise list of all the international law norms applicable to the issue underlying the dispute (document GTAN/DA 2). See <http://www.mrecic.gov.ar>.

notification and consultation procedure laid down in the Statute is quite indicative of this spirit: she simply said, “there will be no suspension”⁴.

20 14. Given this context, it is hardly surprising that negotiations within GTAN failed after the 180-day period, on 30 January 2006. Even at that point however, Argentina had not given up its efforts to afford Uruguay the opportunity to reconsider its violations of the 1975 Statute and to renounce its “fait accompli” policy: Argentina repeatedly urged Uruguay to comply with the Statute by halting work on the projects. Uruguay failed to take those opportunities, while implicitly acknowledging the validity of Argentina’s concerns. Evidence of this acknowledgment is found in the Uruguayan President’s request, at his meeting with his Argentine counterpart in Santiago de Chile on 11 March 2006, to Botnia and ENCE to halt their projects⁵.

15. Under circumstances which we still today are unable to understand, the Uruguayan Government was unwilling to ensure that the work was halted.

Conclusion

[Series of seven slides, showing the mills “before”, “now” and “in the future”]

Madam President, Members of the Court,

16. Even in abridged form, the facts as I have related them, which are the core events in the chronology appearing in your folders, show how, within the space of 16 months, the well-being of the residents of the city of Gualeguaychú has been affected by two industrial projects, with their ports and other related facilities, which have been authorized and are continuing to be built at an accelerated pace by Uruguay in deliberate violation of an international treaty, despite Argentina’s unceasing efforts to ensure compliance with the treaty.

17. These facts as related also show that it has always been clear that Uruguay deliberately sought to flout the 1975 Statute. As you can observe from your folders, this intent was already to be seen, nearly three years ago, in the statements by the Uruguayan Minister for Foreign Affairs before the Senate⁶. It was still present a year ago, in the address, also before the Senate, by the

⁴See CARU minutes No. 9/05, 14 October 2005 (Annex XIV to the Application instituting proceedings).

⁵Declarations by the Presidents of Argentina and Uruguay, Santiago de Chile, 11 March 2006 (Annex 4 of the documents submitted on 6 June 2006).

⁶Statement by the Minister for Foreign Affairs, Mr. Didier Operti, before the Uruguayan Senate, 26 November 2003.

21

Chair of the Uruguayan delegation to CARU⁷; it is still there, as shown by the public comments made by Ambassador Felipe Paolillo just ten days ago⁸. But the most tangible evidence consists of the two mills, with their ports and other related facilities, which have been unilaterally authorized and are under construction on the River Uruguay, a shared resource.

18. In the next few hours Ms Romina Picolotti will first explain why, given the specific characteristics of the River Uruguay and the areas affected by it, the site chosen for the projects was the worst imaginable from the environmental point of view. Next, Professor Philippe Sands will show how the projects are prejudicial to Argentina's rights. Professor Marcelo Kohen will demonstrate the appropriateness of the provisional measure ordering the suspension of work on the mills which our country is requesting, and Professor Boisson de Chazournes will show the merit of the other provisional measures sought. These latter measures are of renewed interest, given the announcement by the company Stora Enso of the construction of a third mill on a tributary of the River Uruguay⁹. Finally, in line with these oral statements, Professor Alain Pellet will demonstrate the legal appropriateness of the provisional measures requested by Argentina.

19. I ask, Madam President, that you give the floor to Ms Picolotti. Thank you.

The PRESIDENT: Thank you, Your Excellency. I give the floor to Dr. Picolotti.

Mme Picolotti : Je vous remercie.

Introduction

1. Madame le président, Messieurs de la Cour, j'ai l'honneur de me présenter aujourd'hui devant vous afin de soutenir notre demande en indication de mesures conservatoires. Je m'intéresserai essentiellement aux aspects de la présente affaire ayant trait à l'environnement et aux droits de l'homme — c'est-à-dire aux rapports qu'entretient l'homme avec la nature.

⁷Statement by the Chair of CARU, Ms Petrocelli, before the Uruguayan Senate, 12 September 2005 (Annex 6 of the documents submitted on 2 June 2006).

⁸Presentation by the Government of Uruguay, 29 May 2006, Seat of the Presidency, Montevideo (website: <http://www.presidencia.gub.uy>).

⁹"Stora Enso joins Botnia and Ence: Uruguay, pulp mill paradise", 29 September 2005 (Annex XXV to the Application instituting proceedings).

2. L'on ne peut plus concevoir l'être humain indépendamment de l'environnement. La destruction constante des ressources vitales de notre planète ne peut qu'aboutir à des tensions sociales. Nous n'avons pas encore suffisamment pris conscience du fait que nos ressources vitales et celles des générations futures proviennent de la nature et non de l'homme.

22

3. Votre Cour a, aujourd'hui, une occasion unique de réaffirmer le droit qui reconnaît cette relation intrinsèque entre l'homme et la nature. L'objectif fondamental du droit applicable en la présente affaire est la protection de la nature et des populations. Cet objectif est précisément celui que poursuit le statut de 1975, dont le but essentiel et la source d'inspiration sont la protection de ce splendide cours d'eau.

[Image 1.]

Présentation du fleuve Uruguay

4. Madame le président, Messieurs les juges, le fleuve Uruguay est un cours d'eau frontalier qui coule, de sa source dans les *Sierras do Mar e do Geral* au Rio de la Plata, sur environ 1600 kilomètres; l'Argentine en est le principal riverain. Son lit est situé au centre d'un vaste bassin de quelque 365 000 kilomètres carrés. [Image 2.]

5. Comme l'a indiqué notre agent, le fleuve Uruguay constitue un écosystème complexe et fragile. Il compte cent seize îles et îlots, et abrite plus de cent cinquante espèces de poissons et plus de quatre cents espèces d'oiseaux. Dans la zone de construction des usines de pâte à papier, à l'exception du chenal de navigation, sa profondeur est de 3 mètres seulement. Ses eaux ne coulent que très lentement.

6. Le fleuve Uruguay assure l'approvisionnement quotidien en eau de plus d'un million de personnes vivant le long de ses rives. Il contribue grandement aux objectifs du millénaire pour le développement, lesquels visent à «[r]éduire de moitié ... le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable»¹⁰.

¹⁰ Parmi les objectifs du millénaire pour le développement figurent également les objectifs suivants : intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales; inverser la tendance actuelle à la déperdition de ressources environnementales.

7. Ses eaux purifient des plages de sable blanc d'une rare beauté, parmi lesquelles la plage de Nandubaysal, située sur la rive argentine — juste en face de l'usine de pâte à papier Botnia — où, selon la BBC, le coucher de soleil sur le fleuve est le plus beau du monde¹¹. [Image 3.]

23

8. Ne se contentant pas d'être l'élément le plus pittoresque de la région, le fleuve est aussi un point de rencontre pour les cultures, les arts et les folklores. Depuis des temps immémoriaux, différentes cultures l'ont vénéré, témoignant ainsi de son importance pour la vie locale. Les nombreux et riches sites archéologiques découverts sur ses rives attestent, eux aussi, cette interaction entre la culture et le fleuve, entre l'homme et le fleuve¹².

9. Le fleuve Uruguay constitue également une ressource essentielle pour l'activité socioéconomique de la région, notamment dans les domaines de la navigation, du tourisme, de l'élevage, de l'apiculture, de la pêche commerciale, etc.¹³. Voici la plage située en face du site de l'usine de pâte à papier Botnia, sur la rive argentine. [Image 4.]

Protection du fleuve Uruguay

10. Madame le président, Messieurs les juges, comme vous pouvez le constater, le fleuve Uruguay est un cours d'eau emblématique, dont l'importance dépasse largement les seuls intérêts d'une communauté locale¹⁴. L'Argentine et l'Uruguay ont accepté de limiter leur utilisation de ce cours d'eau commun. Le statut de 1975 fait obligation aux deux Etats, à savoir l'Argentine et l'Uruguay, de le protéger. Ils doivent assurer la protection des droits de l'homme des générations actuelles et futures dépendant de cette ressource commune, ainsi que le respect de la dignité de la personne humaine, des cultures et de l'environnement.

11. C'est essentiellement pour défendre ces principes, avec lesquels il n'a pas été démontré que les projets Orion et CMB étaient compatibles, que mon pays, l'Argentine, se présente aujourd'hui devant votre Cour. Il est capital de comprendre que l'homme ne peut se substituer à la nature, en tant que celle-ci assure le maintien d'un équilibre écologique. Comme l'a dit la CIJ,

¹¹ News.bbc.co.uk/hi/Spanish/forums/newsid3292000/3292681.stm.

¹² News.bbc.co.uk/hi/Spanish/forums/newsid3292000/3292681.stm.

¹³ News.bbc.co.uk/hi/Spanish/forums/newsid3292000/3292681.stm.

¹⁴ S'agissant de l'obligation fondamentale de protection des ressources en eau, voir le deuxième rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau: «L'eau, une responsabilité partagée», http://www.unesco.org/water/wwap/wwdr2/index_fr.shtml.

votre honorable Cour, dans l'affaire *Gabčíkovo-Nagymaros*, le développement économique ne peut, de nos jours, être mené à bien sans tenir dûment compte de la protection de l'environnement (voir *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/ Slovaquie)*, arrêt, C.I.J. Recueil 1997, par. 140)¹⁵.

24 12. Le Gouvernement uruguayen a, unilatéralement et sans consultation, autorisé la construction de ces usines de pâte à papier. Orion et CMB sont situées, presque côte à côte, sur le précieux fleuve Uruguay. Leur construction est en cours et progresse rapidement. Plus d'un million de mètres cubes ont d'ores et déjà été prélevés des sites pour y construire les usines; les travaux comprennent la construction de deux ports fluviaux et d'une cheminée, haute de 120 mètres et large de 40 mètres¹⁶, soit plus que le *pont international*. Environ 12 % des travaux de construction de l'usine Orion ont d'ores et déjà été réalisés¹⁷.

13. L'ampleur des dommages que causeront ces deux usines à l'environnement et aux populations est directement liée à leur emplacement, lequel a été déterminé de manière unilatérale et illicite par l'Uruguay. Leurs imposantes dimensions ajoutent à la gravité des risques qu'elles représentent. La production cumulée des ces usines sera d'1,5 million de tonnes de cellulose par an¹⁸. Il s'agit de l'une des plus importantes productions de cellulose au monde, et de la plus importante production concentrée sur une ressource transfrontalière. La construction des usines a d'ores et déjà des effets néfastes graves sur le tourisme et d'autres activités économiques de la région.

14. La zone d'impact direct des usines projetées peut-être déterminée d'après des normes internationales. Il s'agit d'un cercle, dont le centre est situé à Fray Bentos, en Uruguay, et dont le diamètre de 40 kilomètres, va bien au-delà de la ville argentine de Gualeguaychú¹⁹. Près de 300 000 personnes vivent actuellement dans la zone d'impact, d'impact direct, ainsi définie.
[Image 5.]

¹⁵ Voir également la sentence arbitrale *Iron Rhine*, par. 59.

¹⁶ www.ifc.org/.../lac.nsf/AttachmentsbyTitle/Uruguay_Pulpmills_SP_AnnexC_Tables.

¹⁷ Annexe ⁸ des documents transmis à la Cour le 2 juin 2006.

¹⁸ La production escomptée est toutefois de deux millions de tonnes par an. Bien que l'Uruguay n'ait, à ce jour, autorisé l'usine Botnia à ne produire qu'un million de tonnes par an et l'usine ENCE 50 000 tonnes, le président de l'usine ENCE a indiqué qu'il projetait de produire un million de tonnes par an dans son usine uruguayenne.

¹⁹ Etude d'impact environnemental, Botnia.

15. En raison des vents dominants de la région et de la zone d'impact direct, la pollution due aux usines de pâte à papier atteindra inévitablement la rive argentine du fleuve Uruguay, touchant directement Gualeguaychú. Les rejets atmosphériques des usines projetées contiendront des substances extrêmement toxiques, réglementées par le droit international, telles que le dioxyde de soufre et le dioxyde de chlore (précurseurs des furanes et des dioxines). Ces gaz se distinguent par leur «odeur d'œuf pourri» qui persiste même après la disparition de l'agent polluant. Cette odeur putride est si forte et pénétrante que les habitants de Pontevedra, localité espagnole où se trouve l'une des usines de pâte à papier de la société ENCE, sont couramment qualifiés de «population puante»²⁰.

25

16. L'exploitation d'usines de pâte à papier est le secteur d'activité exigeant la plus forte consommation d'eau douce par tonne produite. Les deux usines projetées devraient en principe fonctionner en continu, sans aucune interruption, pendant au moins quarante ans. Le volume des effluents déversés dans le fleuve Uruguay et de la pollution atmosphérique annuelle doit donc être multiplié par quarante. Aussi longtemps qu'elle fonctionneront, les usines prélèveront 1900 millions de mètres cubes d'eau douce du fleuve, ce qui représente l'équivalent de la consommation d'eau de la ville de Paris pendant sept ans. En d'autres termes, le fleuve sera pollué par 1500 millions de mètres cubes d'eau polluée, soit l'équivalent en volume de deux mille Empire State Buildings. Le fleuve Uruguay ne peut tout simplement pas supporter un impact aussi titanesque. [Images 6, 7 et 8.]

17. Les effluents produits par les usines et déversés dans le fleuve Uruguay contiendront plusieurs substances dangereuses, y compris du mercure, du phosphore, des furanes, des dioxines et du cyanure. Ces substances affecteront irrémédiablement le métabolisme des poissons et des autres espèces ainsi que leur capacité de reproduction. Particulièrement préoccupants sont les dioxines et les furanes dont chacun connaît les effets négatifs sur la santé humaine et qui resteront présents dans l'environnement en conséquence des émissions gazeuses et des effluents liquides de ces usines. Ce sont des substances toxiques persistantes et bio-accumulables. Elles sont carcinogènes

²⁰ En novembre 2002, plusieurs dirigeants de ENCE à Pontevedra ont fait l'objet de poursuites pénales et ont été condamnés pour «crime écologique» en raison de la pollution atmosphérique et des effets néfastes sur la santé dus à l'usine.

et s'accompagnent d'effets sur les systèmes reproductif, immunitaire, endocrinien, respiratoire et cardiovasculaire.

18. Les risques sont bien connus. C'est ainsi que la commission de coopération environnementale de l'Amérique du nord a détecté les effets graves et irréversibles des dioxines et des furanes engendrés par la production de cellulose kraft (le type qu'il est prévu de produire dans les usines projetées) sur plus de cent espèces d'invertébrés, de poissons, de reptiles, d'amphibiens, d'oiseaux et de mammifères²¹. [Image 9.]

19. L'Organisation mondiale de la santé a classé les dioxines et les furanes dans la catégorie des «substances carcinogènes anthropiques connues». Elle conclut qu'un lien peut être établi entre l'exposition secondaire prénatale à des dioxines et de nombreuses maladies touchant le système immunitaire et le développement du système nerveux des nouveau-nés²². Ce n'est peut-être pas une coïncidence si, dans la zone de l'usine de pâte à papier exploitée par ENCE à Pontevedra, la population locale présente le taux le plus élevé de paralysie d'origine neurologique chez les nouveau-nés.

20. Sur la base de ces éléments, il est tout à fait plausible de conclure que, outre les dommages dus au choix unilatéral et totalement inapproprié de leur site d'implantation, les deux usines causeront des dommages graves et irréversibles d'origines diverses.

26

21. Cette réalité a été admise, non seulement par l'Argentine et ses habitants, mais aussi par les autorités judiciaires et les groupes écologistes qui se sont mobilisés en Uruguay. Permettez-moi de citer un extrait du réquisitoire rédigé à l'encontre du Gouvernement uruguayen par M. Enrique Viana, procureur uruguayen, en raison des irrégularités ayant entaché la délivrance, par le pouvoir exécutif, de permis de construire à ces sociétés. La protection de la santé publique occupe une place de premier plan parmi les missions du ministère public. Je cite donc le réquisitoire :

«la santé publique des habitants des deux rives du fleuve sera gravement menacée, tant indirectement que directement, ... tout comme l'ensemble des ressources naturelles communes avec la République argentine... L'emplacement de ces usines ... finira par

²¹ Voir http://www.cec.org/files/pdf/POLLUTANTS/dioxins_fr.pdf), publié par la commission de coopération environnementale de l'Amérique du nord, 393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200, Montréal (Québec) Canada H2Y 1N9.

²² 22 avril 1998 (http://www.cec.org/site_map/Index.cmf?varian=espanol).

porter atteinte à la rive orientale du fleuve Uruguay, particulièrement protégée, et constitue une incursion, voire une invasion territoriale brutale...»²³

Conclusion

22. Madame le président, Messieurs de la Cour, compte tenu des éléments qui précèdent, c'est sous la forme d'un appel presque désespéré pour la défense du fleuve Uruguay réduit au silence que j'attire aujourd'hui l'attention de la Cour sur la nécessité impérieuse et urgente d'indiquer les mesures conservatoires demandées et de veiller à ce que le dispositif prévu par le statut de 1975 soit mis en œuvre. Face aux dommages imminents et irréversibles, l'application de mesures préventives est justifiée. Nous ne pouvons pas nous en remettre à d'éventuels mécanismes de réparation — intrinsèquement insuffisants — applicables à ce type de dommages; il sera trop tard. En un mot : le fleuve Uruguay subit des dommages irrémédiables en raison de l'implantation de ces deux usines à cet endroit.

23. La Cour a la possibilité d'éviter ces dommages et de garantir que le statut du fleuve Uruguay, un cours d'eau juridiquement et internationalement protégé, ne devienne pas un instrument vide de sens.

27

24. Vous êtes aujourd'hui saisis, non seulement de l'avenir du fleuve Uruguay et de son statut, mais aussi de l'avenir de toute une communauté, principalement celle de Gualeguaychú, située dans la province d'Entre Ríos. Les habitants de cette communauté ont compris qu'ils seraient les victimes directes de ces projets industriels illégaux. Ils ont constitué spontanément une assemblée écologique permanente. Ces habitants ont été les premiers à donner l'alerte, à mettre en garde contre les dangers imminents que représentent ces industries pour l'écosystème fragile du fleuve Uruguay. C'est forts et unis que nous menons notre lutte quotidienne et indéfectible pour la défense de notre fleuve bien-aimé. La Cour est à présent notre seul espoir et nous ne doutons pas qu'elle nous entendra et fera droit à notre demande en indication de mesures conservatoires.

[Image 10.]

²³ Ministère public — Fiscalía Letrada de la Republica, Nacional, en lo Civil de Tercer turno, autos caratulados "Fiscalía letrada en lo civil de 3° turno contra poder ejecutivo – MVOTMA" ficha 2-1507/2005. M. Viana ajoute avec une pointe d'ironie : «En guise de compensation, Botnia achètera et administrera une réserve naturelle en dehors de la zone de construction, ... une sorte de musée écologique qui montrera aux générations futures quel était, avant l'implantation de l'usine de cellulose, l'état originel d'un habitat qui aura disparu en conséquence de la production.»

25. Je vous remercie de votre aimable attention et vous demande respectueusement, Madame le président, de bien vouloir donner la parole à M. Philippe Sands.

Le PRESIDENT : Je vous remercie, Madame Picolotti. Je donne maintenant la parole à M. Sands.

M. SANDS :

III. LES DROITS QUE L'ARGENTINE CHERCHE A SAUVEGARDER

1. Madame le président, Messieurs de la Cour, c'est un honneur pour moi que de comparaître devant vous, au nom de la République argentine, dans le cadre d'une affaire qui soulève des questions extrêmement importantes pour la sauvegarde de droits — substantiels et procéduraux — garantis par le statut de 1975 et, bien sûr, par les règles de droit international connexes. Avant de me pencher sur ces questions, je voudrais vous féliciter personnellement, Madame le président, ainsi que vous, Monsieur le vice-président, pour votre récente élection. Nous avons la certitude que la Cour continuera de jouer un rôle phare s'agissant de promouvoir la primauté du droit dans les relations internationales.

2. Les questions soumises à la Cour revêtent une grande importance, particulièrement au stade actuel, celui des mesures conservatoires. C'est, je pense, la première fois qu'une juridiction internationale est saisie d'une affaire de ce type dans laquelle les obligations des Parties — et les droits mutuels qu'elles engendrent — sont si parfaitement clairs, dans leurs aspects tant substantiels que procéduraux. La nature de ces droits revêt une importance capitale à ce stade, car la Cour a toujours suivi la même approche s'agissant des mesures conservatoires : celles-ci visent à sauvegarder des «droits en litige dans une procédure judiciaire» (voir *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran*, C.I.J. Recueil 1979, p. 19, par. 36; *Différend frontalier*, C.I.J. Recueil 1986, p. 8, par. 13; *Passage par le Grand-Belt*, C.I.J. Recueil 1991, p. 16, par. 16). La Cour est donc appelée à s'acquitter de trois tâches distinctes : premièrement, définir avec précision les droits de l'Argentine qui doivent être sauvegardés; deuxièmement, déterminer si ces droits continueraient d'être violés dans le cas où les travaux de construction se poursuivraient alors que le litige est pendant; troisièmement, ordonner les mesures qu'elle jugera nécessaires pour

28 préserver ces droits. Ma plaidoirie, ce matin sera principalement consacrée à la première de ces questions.

3. Quels sont les droits que l'Argentine cherche à sauvegarder ? Ils sont exposés dans sa requête et dans sa demande en indication de mesures conservatoires. L'Argentine les a maintes fois invoqués depuis qu'elle a appris que l'Uruguay s'engageait dans ces projets en violation flagrante des obligations que lui impose le statut de 1975²⁴. Les droits que l'Argentine tire de celui-ci découlent de deux catégories d'obligations intrinsèquement liées : des obligations de résultat qui touchent à la substance du droit et des obligations de comportement qui sont de nature procédurale. Les premières, les obligations de résultat, sont de deux ordres : premièrement, l'Uruguay est tenu de n'autoriser *aucun* projet de construction avant d'avoir satisfait aux exigences du statut de 1975; deuxièmement, l'Uruguay est tenu de s'abstenir de polluer l'environnement et de causer ce faisant un préjudice économique important, par exemple au secteur du tourisme. Les secondes, les obligations de comportement, se traduisent pour l'Argentine par exemple par le droit d'être pleinement informée, d'être consultée et de recourir à la Cour en vue du règlement effectif de tout différend, avant que puisse être autorisé ou entrepris un *quelconque* projet de construction. Par sa requête, l'Argentine cherche à garantir la protection de chacun de ces droits. Compte tenu de la voie sur laquelle il a choisi de s'engager, c'est à l'Uruguay et non à l'Argentine qu'il revient d'assumer devoirs et risques.

4. Le statut de 1975 est entré en vigueur le 18 septembre 1976. Il a fonctionné de façon très satisfaisante pendant ses trente ans d'existence. Jusqu'à présent, les deux parties se sont conformées à leurs obligations. Le statut met en œuvre les dispositions de l'article 7 du traité de 1961 relatif à la frontière sur l'Uruguay, qui imposent à l'Argentine et à l'Uruguay d'«élabor[er] d'un commun accord un code de l'utilisation du fleuve». Et le statut de 1975 édicte pour les parties des obligations extrêmement détaillées en ce qui concerne ce «code d'utilisation» commun. Il établit un régime juridique spécifique applicable à une région particulière dont l'importance internationale est reconnue. Il vise à protéger non seulement le fleuve Uruguay mais aussi, comme le précise bien l'article 13, toutes «ses zones ... d'influence».

²⁴ Voir, par exemple, la lettre du 14 décembre 2005 adressée à l'ambassadeur de l'Uruguay à Buenos Aires par l'ambassadeur García Moritán; voir aussi les objections de la CARU.

29

5. Aux termes de son article premier, le statut a pour objectif général «d'établir les mécanismes communs nécessaires à l'utilisation rationnelle et optimale du fleuve Uruguay, dans le strict respect des droits et obligations découlant des traités et autres engagements internationaux en vigueur à l'égard de l'une ou l'autre des parties». J'insiste sur l'expression «mécanismes communs». Je relèverai également que, en vertu de l'article premier, les mécanismes ainsi établis donnent effet tant aux obligations énoncées dans le statut de 1975 qu'à celles qui sont prévues par d'autres accords internationaux. Le chapitre XIII du statut institue une commission administrative du fleuve Uruguay — la CARU — dotée de fonctions définies en détail à l'article 56²⁵.

6. Le chapitre X du statut s'intitule «Pollution». Il comprend quatre articles qui mettent en évidence l'engagement des parties en faveur de la protection de cet environnement spécial que nous a décrit Mme Picolotti. Aux fins qui nous occupent ici, la disposition la plus pertinente est l'alinéa *a*) de l'article 41, qui impose aux parties de

«protéger et [de] préserver le milieu aquatique et, en particulier, [d']en empêcher la pollution en établissant des normes et en adoptant des mesures appropriées, conformément aux accords internationaux applicables et, le cas échéant, en harmonie avec les directives et les recommandations des organismes techniques internationaux».

Cette disposition impose des obligations de fond, et elle confère à l'Argentine au moins deux droits distincts : premièrement, elle a droit à ce que l'Uruguay empêche la pollution; deuxièmement, elle a le droit d'obtenir que l'Uruguay adopte des mesures «conformément aux accords internationaux applicables». L'Uruguay n'a respecté ni l'une ni l'autre des obligations correspondantes.

7. Le chapitre II est intitulé «Navigation et ouvrages». Les articles 7 à 13 sont importants. Ils définissent la procédure très précise qu'il convient de suivre, dans le cas — pour reprendre les termes de l'article 7 — de «tous ... ouvrages [tous ouvrages] suffisamment importants pour affecter la navigation, le régime du fleuve ou la qualité de ses eaux». L'article 13 confirme que cette procédure s'applique à tous les ouvrages, nationaux ou binationaux, qu'il est «projet[é]» — j'insiste sur ce mot, «projeté» — de réaliser et qui sont susceptibles d'avoir une incidence dans la zone régie par le statut. La procédure à suivre est *obligatoire*, comme l'Uruguay ne pourra manquer de le reconnaître. Elle ne souffre *aucune* exception. Vu la nature de l'usine et son emplacement — décrits par l'agent et Mme Picolotti —, nul ne peut prétendre que la qualité des

²⁵ Statut de 1975, art. 49-57.

30

eaux du fleuve Uruguay ne risque pas d'être affectée par les activités des deux usines de pâte à papier projetées — vous avez vu vous-mêmes les photographies. Les normes internationales en vigueur reconnaissent que les usines de ce type doivent être considérées comme intrinsèquement nuisibles : elles sont en effet susceptibles de causer, par delà la frontière, des dommages à l'environnement, et nécessitent en effet une vigilance particulière²⁶. Ainsi, la convention de 2001 sur les polluants organiques persistants — à laquelle sont parties l'Argentine et l'Uruguay — classe expressément la production de pâte à papier parmi les activités qui sont à l'origine de polluants organiques persistants, avec leur cortège de propriétés toxiques, leur résistance à la dégradation et leur tendance à s'accumuler dans les écosystèmes terrestres et aquatiques. Ces activités sont nuisibles pour la santé humaine et appellent des mesures strictes²⁷. L'Uruguay ne peut pas soutenir que la production de pâte à papier envisagée n'est pas couverte par le code de conduite établi par le statut de 1975. Qu'impose celui-ci ? Il définit six étapes à suivre.

8. Dans la *première étape*, l'Uruguay est tenu d'informer la CARU s'il «projette de ... réaliser tous ... ouvrages ... [susceptibles] d'affecter la qualité de[s] eaux». Or, l'Uruguay n'en a rien fait avant de mettre en route les projets en 2002 et 2003 ou d'autoriser le commencement des travaux, comme l'a expliqué notre agent. Les termes de l'article 7 sont importants : ils montrent que la partie concernée *doit* s'acquitter de l'obligation de notification ainsi que de toutes ses autres obligations *avant* de mettre en chantier un quelconque ouvrage. Il n'est permis à l'Uruguay d'exécuter *aucuns* travaux avant que la notification ait été faite et que les procédures ultérieures aient été suivies. L'Argentine est en droit d'attendre que l'Uruguay ne «réalise aucun ouvrage» avant de l'avoir informée.

²⁶ Voir, par exemple, la convention de 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière. Le paragraphe 3 de l'article 2 dispose : «La partie ... veille à ce [qu']il soit procédé à une évaluation de l'impact sur l'environnement avant que ne soit prise la décision d'autoriser ou d'entreprendre une activité proposée inscrite sur la liste figurant à l'appendice I qui est susceptible d'avoir un impact transfrontière préjudiciable important»; l'appendice I mentionne notamment les «[i]nstallations pour la fabrication de papier et de pâte à papier produisant au moins 200 tonnes séchées à l'air par jour». Voir aussi la directive du Conseil de l'Union européenne concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (directive 85/337/CEE) telle que modifiée par la directive 97/11/CE (JO n° L 073 du 14/03/97), qui dispose, au paragraphe 1 de l'article 4 que «les projets appartenant aux classes énumérées à l'annexe I sont soumis à une évaluation» et dont l'annexe I inclut une dix-huitième catégorie comprenant les «installations industrielles destinées à : a) la fabrication de pâte à papier à partir de bois ou d'autres matières fibreuses; b) la fabrication de papier et de carton, d'une capacité de production supérieure à 200 tonnes par jour». Voir aussi les directives de la Banque mondiale sur les mesures à prendre en matière de prévention et de réduction de la pollution dans le cas de la production de papier et de pâte à papier, en anglais sur le site : [http://www.ifc.org/ifcext/enviro.nsf/AttachmentsByTitle/gui_pulp_WB/\\$FILE/pulp_PPAH.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/enviro.nsf/AttachmentsByTitle/gui_pulp_WB/$FILE/pulp_PPAH.pdf).

²⁷ Convention sur les polluants organiques persistants, 22 mai 2001, entrée en vigueur le 17 mai 2004, ratifiée par l'Uruguay le 9 février 2004 et par l'Argentine le 25 janvier 2005.

9. La *deuxième étape* impose à la CARU de «détermine[r] sommairement ... si le projet peut causer un préjudice sensible à l'autre partie» (art. 7), ce qu'elle est tenue de faire dans les trente jours de la réception de la notification. Pendant ce délai, l'Uruguay ne peut pas non plus autoriser de travaux. Là encore, l'Uruguay a violé manifestement le statut.

31

10. Si la CARU conclut que le projet de l'Uruguay est susceptible de causer un préjudice sensible à l'Argentine ou si aucune décision n'intervient dans le délai de trente jours, on passe alors, selon le système mis en place par le statut, à la *troisième étape* : l'Uruguay notifie le projet à l'Argentine par l'intermédiaire de la CARU (art. 7). La notification doit contenir des informations précises sur les ouvrages et la manière dont ils seront réalisés. L'objectif est bien évidemment de permettre à l'Argentine d'évaluer les effets probables. Là encore, il est interdit à l'Uruguay de réaliser des travaux pendant cette période et, une fois de plus, il a manifestement violé cette obligation.

11. La *quatrième étape* laisse ensuite à l'Argentine cent quatre-vingts jours pour répondre, à compter du moment où l'Uruguay a fourni une documentation *complète* (art. 8). L'Uruguay n'a toujours pas fourni de documentation complète, comme le dit clairement le rapport indépendant soumis à la Société financière internationale par les consultants du cabinet Hatfield²⁸. Encore une fois, tout au long de cette période, l'Uruguay n'a le droit d'autoriser la construction d'absolument aucun ouvrage.

12. Si l'Argentine ne soulève aucune objection, *et alors seulement*, l'Uruguay est autorisé à construire. Cela ressort tout à fait clairement de l'article 9 du statut, qui est primordial à ce stade de la procédure. Il dispose que «[s]i la partie notifiée ne formule pas d'objections ou ne répond pas dans le délai prévu à l'article 8, l'autre partie peut construire ou autoriser la construction de l'ouvrage projeté». Il s'ensuit clairement que, si l'Argentine a fait des objections à un projet soumis à ces conditions énoncées par le statut — comme elle l'a fait en l'espèce à de multiples reprises — l'Uruguay ne peut construire aucun ouvrage. L'article 10 le confirme puisqu'il donne à l'Etat à qui a été notifié un projet le droit d'inspecter tout ouvrage contre lequel il n'a pas élevé d'objection, et qui a ensuite été réalisé, pour vérifier qu'il est conforme au projet présenté.

²⁸ Requête de l'Argentine, annexe 23.

L'Argentine a un droit indéniable à ce qu'il soit interdit à l'Uruguay de réaliser tout ouvrage. L'article 9 établit une obligation de «non-construction». C'est aussi simple que cela.

13. La *cinquième étape* est organisée par l'article 12 : l'Argentine notifie ses objections et, dans un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la notification, les parties tentent de parvenir à un accord. Et, encore une fois, l'Uruguay n'a pas pendant cette période le droit d'autoriser une quelconque construction.

14. La *sixième étape* est également prévue par l'article 12 : si l'Argentine et l'Uruguay n'aboutissent pas à un accord, «la procédure indiquée au chapitre XV est applicable». Le chapitre XV se compose du seul article 60, qui prévoit le recours à la Cour internationale de Justice à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. J'insiste sur les termes «est applicable» de l'article 12. Ils indiquent que le recours à la Cour est *obligatoire* et confirment le rôle central de celle-ci dans le système établi conjointement par les Parties afin de créer un régime mixte. En outre, rien dans le chapitre XV ou le reste du statut n'autorise à penser que l'obligation de non-construction énoncée clairement à l'article 9 est, de quelque façon, écartée, suspendue ou modifiée pendant la procédure prévue au chapitre XV. Il est absolument certain, selon nous, que l'Uruguay n'est pas autorisé à construire quoi que ce soit tant que la procédure prévue au chapitre XV est en cours. Le fait que l'Uruguay a autorisé la poursuite de la construction — bien que son président ait demandé, le 11 mars dernier, la suspension des travaux — cause un préjudice irréparable non seulement aux droits de l'Argentine mais également, selon nous, au bon fonctionnement de la Cour qui joue un rôle très important dans le système établi par le statut.

32

15. Les dispositions des articles 7 à 13 et 60 confèrent à l'Argentine plusieurs droits distincts. Ce sont, premièrement, le droit d'être informée par l'Uruguay avant le début des travaux; deuxièmement, le droit d'exprimer des avis dont il doit être tenu compte dans la conception des projets; troisièmement, le droit à ce que la Cour internationale de Justice règle tout différend éventuel *avant* la construction. Chacun de ces droits est le fondement d'un droit unique et primordial de l'Argentine qui a une importance prépondérante à ce stade de la procédure : pendant la période correspondant aux étapes 1 à 6 que je viens d'exposer, l'Uruguay a l'obligation de veiller à ce qu'aucun ouvrage ne soit mis en chantier à moins que l'Argentine n'ait fait savoir qu'elle n'avait pas d'objection, ou qu'elle n'ait pas répondu à la notification de l'Uruguay ou

encore que la Cour ait indiqué les conditions positives dans lesquelles celui-ci peut mettre son projet à exécution — et aucune de ces conditions n'est réalisée. Autrement dit, l'Argentine est en droit d'attendre qu'aucun projet ne soit mis à exécution jusqu'à ce que l'une de ces conditions ait été réalisée. *Aucune* d'elles ne l'a été jusqu'à présent et pourtant l'Uruguay a autorisé la construction avant de notifier le projet à la CARU, et il laisse les travaux se poursuivre alors même que la Cour est saisie de la question et que nous nous trouvons ici ces deux jours. Les ouvrages déjà réalisés par l'Uruguay violent manifestement le statut du fleuve et les droits de l'Argentine — MM. Kohen et Pellet parleront plus en détail de toutes les conséquences qui en découlent.

33 16. Il est également important, me semble-t-il, de replacer les droits substantiels et procéduraux que l'Argentine tire du statut de 1975 dans le contexte plus large de l'évolution du droit international ces trente dernières années, évolution qui touche aussi les obligations des Parties. Pour reprendre les termes d'un auteur éminent, il y a eu, en ce qui concerne l'eau et d'autres ressources naturelles, «un enchevêtrement remarquable de nouvelles normes de fond, et c'est la définition de procédures de coopération très détaillées qui a permis d'éviter des conflits à ce sujet»²⁹. Les conditions claires énoncées dans le statut de 1975 et, en particulier, l'obligation de «non-construction» sur laquelle l'Argentine et l'Uruguay se sont volontairement mis d'accord dans l'article 9 pour fonder les obligations de comportement le font clairement apparaître. Il n'est pas exagéré de dire que les travaux de construction réalisés par l'Uruguay et le comportement de ce dernier ont pour effet de détruire l'ensemble du système conçu avec soin dans le statut et de mettre en danger les relations entre les parties. Les obligations substantielles applicables sont tout aussi importantes : l'article premier et l'alinéa a) de l'article 41 du statut mettent l'accent sur la prévention de la pollution par le «strict respect» des droits et obligations découlant des traités et autres engagements internationaux en vigueur pour les parties, ainsi que des directives et des recommandations des organismes techniques internationaux. A l'article 35, les parties s'engagent à adopter les mesures nécessaires pour éviter des modifications causant un préjudice sensible à la qualité des eaux du fleuve et, à l'article 36, elles s'obligent à coordonner les mesures nécessaires

²⁹ Voir R. Higgins, *Problems and Process: International Law and How We Use It*, Oxford, 1994, p. 136.

pour «éviter une modification de l'équilibre écologique». Eviter «une» modification — c'est-à-dire une modification, quelle qu'elle soit.

17. En l'espèce, les articles 1 et 41 ont pour effet d'incorporer dans le régime du fleuve des obligations détaillées prévues dans plus d'une douzaine d'accords et traités internationaux. Pour les besoins de la présente instance, il suffit d'en mentionner deux. Le premier est la convention de 2001 sur les polluants organiques persistants. Le second est la convention de 1992 sur la diversité biologique, aux termes de laquelle les parties s'engagent à protéger la biodiversité³⁰. Ces conventions, ainsi que d'autres instruments, imposent expressément à l'Argentine et à l'Uruguay d'appliquer le principe de précaution³¹ qui est directement applicable en l'espèce par renvoi. Ces obligations conventionnelles viennent également compléter les exigences générales de «vigilance et [de] prévention» invoquées et appliquées par la Cour en l'affaire *Gabčíkovo (Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie))*, C.I.J. Recueil 1997, p. 78, par. 140), mais elles le font de manière très particulière.

34

18. Je voudrais, par exemple, expliquer la pertinence de la convention de 2001 sur les polluants organiques persistants, car elle illustre le préjudice potentiellement grave et irréversible que ces projets risquent de causer à la santé de l'homme et à l'environnement. Je dois tout d'abord décrire très brièvement le processus de production de la pâte à papier. Il comprend un certain nombre d'étapes. D'abord, le bois provient des eucalyptus coupés dans la région. Ce bois est ensuite écorcé, puis transformé mécaniquement en copeaux. On cuit alors les copeaux de bois dans de l'hydroxyde de sodium, du sulfure de sodium et d'autres produits chimiques corrosifs afin de séparer la pulpe de la lignine. Ce procédé est connu sous le nom de kraft et deux produits en résultent. L'un est une pâte brune qui sera ensuite blanchie (avec tous les risques écologiques que cela comporte). L'autre est une substance connue sous le nom de «liqueur noire», qui contient de la lignine et des substances chimiques. La «liqueur noire» est précieuse, car elle contient des substances chimiques non organiques qui sont récupérées et réutilisées pour la cuisson des copeaux de bois dont je viens de parler. La récupération est un aspect central du processus, car elle

³⁰ Convention sur la diversité biologique, 5 juin 1992, entrée en vigueur le 29 décembre 1993, ratifiée par l'Uruguay le 5 novembre 1993 et par l'Argentine, le 22 novembre 1994.

³¹ Convention de 1992 sur la diversité biologique, préambule; convention de 2001 sur les polluants organiques persistants, préambule et article premier.

contribue à la viabilité économique du procédé kraft. Les substances chimiques non organiques sont récupérées par combustion dans une chaudière de récupération : elles sont brûlées. Le processus de combustion produit de nombreux composés. Parmi ceux qui sont produits non intentionnellement, il y en a un qui devrait beaucoup intéresser la Cour. Il s'agit — j'hésite à lire le nom complet mais je vais essayer — il s'agit d'un produit appelé polychlorodibenzo paradioxines et polychlorodibenzo furanes, désigné par le sigle PCDD/PCDF et communément appelé dioxines et furanes. C'est l'un des trois seuls polluants organiques persistants inscrits à l'annexe C de la convention de 2001 sur les polluants organiques persistants. Les dioxines et furanes sont considérés comme si nocifs pour la santé de l'homme et pour l'environnement que la communauté internationale s'est réunie pour adopter un accord visant purement et simplement à en «élimin[er]», selon les termes de la convention, la production non intentionnelle. Il est évident que des activités comme la production de pâte à papier qui produisent de manière non intentionnelle des dioxines et furanes sont soumises à des conditions très strictes par la convention. Et l'Argentine ainsi que d'autres s'attendent à ce que des dioxines et furanes soient rejetés en grandes quantités dans l'atmosphère³², précisément dans la région que vous avez vue. Pourtant, les promoteurs du projet et l'Uruguay n'ont fourni aucune information à ce sujet. La lecture de la partie du rapport Hatfield qui traite de ce sujet est à notre avis particulièrement inquiétante. Le rapport Hatfield, bien sûr, est le rapport indépendant établi par les consultants à qui la Société financière internationale avait demandé d'examiner si l'évaluation environnementale était satisfaisante. Je le cite :

35

«Les dioxines/furanes présents dans les rejets semblent être mentionnés de manière plutôt cavalière. Ces composés suscitent de vives inquiétudes au sein du grand public et devraient faire l'objet d'une discussion sérieuse. Faire l'économie de ce débat en concluant qu'ils atteindront des «niveaux indétectables» est inacceptable.»³³

Il y a là de quoi préoccuper sérieusement tout lecteur de ce rapport.

19. Les procédures de coopération détaillées qui sont énoncées dans les articles 7 à 13 et 60 du statut de 1975 visent à donner effet à ces obligations substantielles. M. Kohen expliquera plus longuement pourquoi la suspension des travaux est justifiée aujourd'hui et pourquoi la Cour doit

³² Voir d'une manière générale, V. Uloth et R. van Heek, «Dioxin and Furan Emission Factors for Combustion Operations in Paper Mills», 5 novembre 2002, établi pour environnement Canada, notamment p.8-9; disponible sur : www.cites.ca/pdb/npri/2002/guidance/Emission_Factor_Report_for_Combustion_Ops_in_Pulp_Mills.pdf.

³³ Rapport Hatfield, 27 mars 2003, requête de l'Argentine, annexe 23, résumé, p. 3.

l'ordonner. Il est utile de s'arrêter ici un instant pour imaginer quelles seront les conséquences si un Etat peut, sans être inquiété, bafouer de manière si flagrante une interdiction manifeste de mener des travaux dans les circonstances présentes. Qu'en sera-t-il des obligations procédurales établies en détail dans d'autres accords, et dans d'autres régions du monde, concernant des ressources partagées importantes si la Cour n'intervient pas aujourd'hui pour protéger ces droits essentiels, alors qu'ils ont été prévus expressément, et qu'il a été prévu expressément dans le traité que la Cour *doit* intervenir et jouer un rôle central ? Qu'advientra-t-il des obligations procédurales détaillées qui figurent dans les accords sur les sauvegardes nucléaires, qu'advientra-t-il de celles qui concernent des projets touchant d'autres ressources naturelles partagées dans des régions importantes du monde — l'eau, les gisements de pétrole etc. ? Qu'est-ce qui empêchera l'Argentine à l'avenir, si elle souhaite construire sur les rives du fleuve Uruguay, d'agir comme l'Uruguay et de décider tout bonnement — unilatéralement —, selon les termes employés par le ministre des affaires étrangères, M. Operti, dans son discours de novembre 2003 devant le Sénat uruguayen³⁴, que les articles 7 et 8 du statut de 1975 constituent une atteinte à sa souveraineté et qu'ils ne s'appliquent tout simplement pas ? L'Uruguay a le droit d'attendre de l'Argentine qu'elle respecte ses droits fondamentaux d'ordre procédural, et réciproquement. Les parties ont établi un régime commun pour un fleuve important et menacé et elles sont en droit d'attendre de la Cour qu'elle intervienne pour sauvegarder ce régime.

36

20. D'ailleurs, il est intéressant de noter que l'Argentine et l'Uruguay ont expressément accepté des obligations aussi spécifiques et précises que celles figurant dans le statut de 1975, avec ses «mécanismes communs». Les «mécanismes communs» et les droits et obligations qui leur sont associés sont, par exemple, très différents des droits qui étaient en litige dans d'autres affaires dont des juridictions internationales, y compris la Cour, ont eu à connaître.

21. A titre d'illustration, l'accord qui était en cause dans le célèbre arbitrage du *Lac Lanoux* entre la France et l'Espagne n'imposait pas d'obligations si précises, ni l'engagement de ne pas entreprendre de travaux avant d'avoir procédé à des consultations. Dans cette procédure, le

³⁴ Déclaration du ministre des affaires étrangères, M. Didier Operti, devant le Sénat uruguayen, 26 novembre 2003, documents déposés par l'Argentine le 2 juin 2006, doc. 3.

Tribunal arbitral avait lu les trois traités de Bayonne et l'acte additionnel du 26 mai 1866, et il avait conclu que les droits de l'Espagne étaient limités :

«l'Etat d'amont a, en vertu de la procédure, un droit d'initiative, il n'est pas obligé d'associer à l'élaboration de ses projets l'Etat d'aval. Si, au cours des entretiens, l'Etat d'aval lui soumet des projets, l'Etat d'amont doit les examiner, mais il a le droit de préférer la solution retenue par son projet, s'il prend en considération d'une manière raisonnable les intérêts de l'Etat d'aval.»³⁵

Ce passage de la sentence montre combien le dispositif établi par le statut de 1975 est différent — et sa portée bien plus vaste. L'Uruguay est tenu d'associer l'Argentine à l'élaboration de son projet, comme j'espère l'avoir démontré. Il n'a pas le droit de préférer sa propre solution. L'Argentine et l'Uruguay ont convenu qu'il revenait à la Cour — qu'il vous revenait — de déterminer la meilleure solution.

22. Dans l'affaire du *Passage par le Grand-Belt*, le droit que la Finlande cherchait à faire protéger était le droit de passage par le Grand-Belt. La Cour a conclu — ce qui n'est peut-être pas surprenant — que la Finlande n'avait pas démontré que «les travaux de construction porter[ai]ent atteinte *pendente lite*» à son droit, à ce droit limité (*Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)*, *C.I.J. Recueil 1991*, p. 18, par. 27). Or, le Danemark n'avait jamais assumé la moindre obligation de notification, ni l'obligation de tenter de trouver un accord ou — encore mieux —, de s'abstenir de mener des travaux en attendant l'issue du processus prévu par les mécanismes et les procédures conjoints, dont le recours à la Cour. Ne serait-ce que pour ces motifs, cette affaire est tout à fait différente de celle qui nous occupe ici.

23. De même, dans la phase des mesures conservatoires dans l'affaire du *MOX*, dont le Tribunal international du droit de la mer a eu à connaître en novembre 2001, la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 ne contenait pas de disposition équivalant — en précision ou en portée — à celles des articles 7 à 13 et 60 du statut de 1975. Rien dans la convention sur le droit de la mer n'interdit à un Etat partie de réaliser certains travaux avant d'avoir obtenu le consentement de son voisin ou avant que l'organe compétent pour régler les différends ait rendu sa décision.

37

³⁵ Arbitrage du *Lac Lanoux (France/Espagne)*, sentence du 16 novembre 1957, *ILR*, vol. 24, p. 101-136 [version française : *RSA*, vol. XII, p. 285-317].

24. Cela m'amène à un dernier point. L'Argentine a droit, selon nous, à ce que la Cour — et non l'Uruguay — détermine la solution à retenir avant que des ouvrages puissent être mis en chantier. C'est important pour la fonction de la Cour et pour l'application du système établi par le statut de 1975. Les actes de l'Uruguay portent un préjudice irréversible *non seulement* aux droits de l'Argentine, *mais aussi* au fonctionnement de la Cour, à laquelle les articles 12 et 60 confèrent un rôle central. La Cour permanente de justice internationale invoquait un principe identique dans l'affaire de la *Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie*, en déclarant que la disposition de son Statut relative aux mesures conservatoires

«appliqu[ait] le principe universellement admis devant les juridictions internationales ... d'après lequel les parties en cause doivent s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision à intervenir et, en général, ne laisser procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend» (*C.P.J.I. série A/B*, n° 78, p. 199).

Ce principe fondamental avait aussi été mis en exergue par le Royaume-Uni dans les arguments qu'il avait avancés devant votre Cour pour demander l'indication de mesures conservatoires dans l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries*, en 1972. Le mieux est de vous rappeler les observations de l'*Attorney-General* du Royaume-Uni, qui avait dit ceci :

«On ne saurait attendre de la Cour, qui a été spécialement créée par la Charte comme l'un des organes du système des Nations Unies qui ont pour objet le règlement des différends internationaux, qu'elle s'acquitte de cette responsabilité considérable envers la communauté internationale si elle n'a pas le droit d'attendre des parties, et le pouvoir d'assurer, que pendant le déroulement du procès elles s'abstiennent de toute action susceptible de nuire à l'exécution des décisions éventuelles de la Cour et d'aggraver ou d'étendre le différend dont [elle] est saisie.» (*Compétence en matière de pêcheries (Royaume-Uni c. Islande)*, *Mémoires, plaidoiries et documents*, vol. I, p. 101.)

25. Cet argument est d'autant plus pertinent dans la présente affaire, où l'Argentine et l'Uruguay ont créé dans le cadre du statut de 1975 un dispositif qui confère un rôle central à la Cour. Les droits que l'Argentine tient des articles 12 et 60 du statut de 1975 méritent pleinement d'être protégés, pour que la Cour puisse régler le différend sans que les actes unilatéraux de l'Uruguay viennent préjuger sa décision finale sur le fond. La poursuite des travaux de construction affaiblit le rôle de la Cour.

26. Madame le président, Messieurs de la Cour, plusieurs faits sont incontestables. Premièrement, ainsi qu'il ressort de la déclaration faite par M. Operti devant le Sénat uruguayen

38 en novembre 2003, l'Uruguay a très vite décidé de se soustraire aux obligations qui sont les siennes en vertu du statut de 1975. Comme l'agent l'a montré, cette décision dicte depuis lors les actions et les explications de l'Uruguay³⁶. Deuxièmement, les projets entrepris par l'Uruguay, de par leur nature et leurs effets, sont manifestement assujettis aux exigences du statut de 1975. Troisièmement, comme le montre clairement le rapport indépendant que la Société financière internationale a récemment commandé au cabinet Hatfield, ces projets risquent d'avoir des conséquences nocives pour l'environnement; or, les évaluations faites ont été considérées par des tiers indépendants comme inadéquates, voire gravement défectueuses, d'autant qu'elles n'expliquent pas pourquoi deux sites qui sont si proches l'un de l'autre et sont situés sur cette partie du fleuve Uruguay ont été choisis. Cette omission revêt une importance cruciale à ce stade de la procédure. Quatrièmement, la construction a été approuvée et elle a débuté sans qu'il soit tenu compte du chapitre II du statut et, en particulier, de son article 9. Ces faits portent gravement atteinte aux droits substantiels et procéduraux que le statut de 1975 reconnaît à l'Argentine. Les violations de ces droits ne peuvent être effacées par aucune mesure de réparation que la Cour ordonnerait. Comme l'indiqueront MM. Kohen et Pellet, le régime établi par le statut de 1975 subira un «préjudice irréparable» si on laisse l'Uruguay poursuivre ses activités. Les deux ensembles de droits invoqués par l'Argentine — les droits substantiels et les droits procéduraux — sont des droits qui doivent être protégés par des mesures conservatoires. Il n'appartient pas à l'Uruguay, selon nous, de décider que l'Argentine peut tout simplement s'en passer.

27. Madame le président, Messieurs de la Cour, je vous remercie de votre bienveillante attention et vous prie de bien vouloir donner la parole à M. Kohen, à moins que vous ayez d'autres intentions.

Le PRESIDENT : Je vous remercie, Monsieur Sands. Je pense que ces autres intentions vont nous conduire à marquer une courte pause. Je vous remercie.

L'audience est suspendue de 11 h 30 à 11 h 45.

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir. Monsieur Kohen, vous avez la parole.

³⁶ Voir plaidoirie de Mme Cerutti, notes 7 et 8 et texte correspondant.

39

Mr. KOHEN:

**IV. THE REQUEST FOR THE SUSPENSION OF AUTHORIZATION AND
CONSTRUCTION OF THE WORKS**

1. Madam President, Members of the Court, it is a great honour to appear before this eminent Court to defend the rights of my country. It is frustrating that two countries, Argentina and Uruguay, linked by such strong ties, have been unable to settle their dispute bilaterally. I am, however, convinced that my country has done and tried everything with a view to facilitating a friendly settlement.

2. It is my task to present to you the first provisional measure requested by Argentina. In that request there are two distinct elements. Argentina first of all asks the Court to order Uruguay to *suspend the authorizations* for construction of the CMB and Orion plants granted in violation of the Statute of the River Uruguay. In the case of Orion, work is continuing at a faster pace. Work on the CMB plant has been suspended until 28 June³⁷. In consequence, we are asking the Court to order Uruguay also to take the necessary steps to ensure that the Orion construction works are *suspended* and that suspension of the work at CMB be *continued* beyond 28 June 2006.

3. This will not be the first time the Court has ordered the suspension or non-implementation of measures adopted by one of the parties. Its jurisprudence shows that the Court has on a number of occasions ordered a State to suspend the application of a legislative, administrative or judicial provision (*Electricity Company of Sofia and Bulgaria, Order of 5 December 1939, P.C.I.J., Series A/B, No. 79, p. 199; Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran), Interim Protection, Order of 5 July 1951, I.C.J. Reports 1951, pp. 93-94; Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland), Interim Protection, Order of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972, p. 17; Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland), Interim Protection, Order of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972, p. 35; Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America), Provisional Measures, Order of 9 April 1998, I.C.J. Reports 1998, p. 258; LaGrand (Germany v. United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I), p. 16; Avena and Other Mexican Nationals*

40

³⁷ENCE press release of 28 March 2006 (Ann. X to the Application).

(*Mexico v. United States of America*), *Provisional Measures, Order of 5 February 2003*, *I.C.J. Reports 2003*, pp. 91-92.). Similarly, the Court has a number of times had occasion to order the suspension of ongoing activities by one of the parties, in a whole range of contexts (*Nuclear Tests (Australia v. France)*, *Interim Protection, Order of 22 June 1973*, *I.C.J. Reports 1973*, p. 106; *Nuclear Tests (New Zealand v. France)*, *Interim Protection, Order of 22 June 1973*, *I.C.J. Reports 1973*, p. 142; *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 10 May 1984*, *I.C.J. Reports 1984*, p. 187; *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*, *Provisional Measures, Order of 10 January 1986*, *I.C.J. Reports 1986*, pp. 11-12; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, *Provisional Measures, Order of 15 March 1996*, *I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 24, para. 49; *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*, *Provisional Measures, Order of 1 July 2000*, *I.C.J. Reports 2000*, p. 129, para.47). My colleague and friend, Alain Pellet, will be explaining the relevance of this jurisprudence to the present case.

The reasons why the Court must order suspension

4. There is a whole series of reasons justifying the Court in indicating a provisional measure for suspension. I am going to cite seven of them.

5. *First*, suspension seeks to avoid irreparable prejudice to Argentina's rights under the Statute of the River Uruguay.

6. The requirements of Chapter II of that Statute are clear. My colleague and friend, Philippe Sands, has already explained them to you. Uruguay has acknowledged, both implicitly and expressly, that it failed to comply with them when it authorized construction of the plants³⁸. This conduct was deliberate. It was a considered decision. The fact that Uruguay has not complied with its obligations does not, however, mean that Argentina's rights have disappeared. Article 29

41

³⁸Note 05/2003 of 27 October 2003 from the Uruguayan Ministry of Foreign Affairs to the Embassy of Argentina in Montevideo (Ann. V to the Application); Senate of the Eastern Republic of Uruguay, International Affairs Committee, meeting of 26 November 2003, speech of the Minister for Foreign Affairs, Mr. Didier Operti (documents submitted by Argentina on 2 June 2006, doc. No. 3), Senate of the Eastern Republic of Uruguay, Environment Committee, meeting of 12 December 2005. Speech of Ms Petrocelli, President of the Uruguayan delegation to CARU (documents submitted by Argentina on 2 June 2006, doc. No. 6); Speech of Ambassador Felipe Paolillo on 29 May 2006 at the Uruguayan Government Buildings (documents submitted by Argentina on 6 June 2006, doc. No. 23).

of the ILC Articles on State Responsibility makes this perfectly clear: “The legal consequences of an internationally wrongful act . . . do not affect the continued duty of the responsible State to perform the obligation breached.”³⁹ In the present circumstances that rule is particularly pertinent in that proceedings are ongoing. *What is at stake is the preservation of Argentina’s right to have the international judicial process designed to determine whether Uruguay may authorize or construct the plants run its full course.*

7. Madam President, Members of the Court, continued construction of the plants in breach of the obligations under the Statute would quite simply render those obligations illusory. This is precisely the type of situation where no form of redress would be appropriate. It “could not be made good simply by the payment of an indemnity or by compensation or restitution in some other material form” (United Nations, *Official Records of the General Assembly, Fifty-third Session, Supplement No. 10*, Report of the International Law Commission (A/56/10), p. 395).

42 8. Uruguay cannot “purchase” a (non-existent) right to decide unilaterally to construct these plants in consideration of making subsequent financial compensation. Still less — and that seems to me self-evident — could simple satisfaction be contemplated. We are not dealing here with a mere insult to Argentina, nor with injury of a *symbolic* nature⁴⁰. These obligations are of fundamental importance. They constitute one of the foundations of the Statute of the River Uruguay. If the Court does not order suspension, and if construction of the plants continues, Argentina’s right to have Uruguay follow the procedure under Chapter II of the Statute will become purely theoretical⁴¹. Quite simply, the possibility of exercising that right *would be lost forever*.

9. Suspension is the appropriate provisional measure — in reality the only possible one — capable of safeguarding Argentina’s right to ensure that the other Party complies with the requirements of the Statute of the River Uruguay. That is the principal reason for ordering

³⁹United Nations, *Official Records of the General Assembly, Fifty-third Session, Supplement No. 10*, Report of the International Law Commission (A/56/10), p.395.

⁴⁰“Commentary of the International Law Commission on Article 37 of the Draft Articles on State Responsibility. *Ibid.*, pp. 284-285.

⁴¹See H.W.A. Thirlway, “The Indication of Provisional Measures by the International Court of Justice”, in: R. Bernhardt (ed.), *Interim Measures Indicated by International Courts* (Berlin: Springer, 1994), p. 8.

suspension. It would, moreover, be sufficient to warrant indication of the provisional measure sought. That said, there are further reasons which may be invoked.

10. *Secondly*, suspension is the only measure which can prevent the choice of sites for the plants becoming a “fait accompli”.

11. Uruguay has decided to impose on Argentina a site for the plants opposite the Gualeguaychú area. The Hatfield report of 27 March 2006 and the Action Plan adopted by the IFC of the World Bank Group on 9 May last confirm that Argentina’s demands for information on the reasons for this choice of site are justified⁴².

12. Why were these sites chosen? [Photo of the Orion site and the surrounding area.] Was account taken of the close proximity of two of the River Uruguay’s largest urban areas? Was account taken of the presence — within the actual construction area of the Orion plant — of the largest beach resort on the River Uruguay? Was account taken of the fact that 90 per cent of fisheries production in the Argentine-Uruguay sector of the river is located within the plants’ impact zone? Of the fact that this is also a breeding area for fish stocks? Ms Picolotti has already pointed out that the site chosen is the worst imaginable in terms of protection of the river and transboundary environment.

13. We are unfortunately bound to conclude that Uruguay has sought — and is still seeking — to impose on Argentina a “fait accompli”.

43

14. The Court has recently had occasion to refer to this notion. In your Advisory Opinion of 9 July 2004 you considered that “the construction of the Wall and its associated régime create a ‘fait accompli’ . . . that could well become permanent” (*Legal Consequences of the Construction of a Wall in the Occupied Palestinian Territory, Advisory Opinion*, p. 184, para. 121). If we follow your reasoning, then *a fortiori*, Uruguay’s conduct must be regarded as an attempt to impose a “fait accompli”.

15. That follows very clearly and expressly from a number of official Uruguayan statements. At the GTAN, when the issue of the siting of the plants was raised by Argentina, the response of the Uruguayan delegation was absolutely clear:

⁴²Hatfield Consultants Ltd, Re: Cumulative Impact Study-Uruguay Pulp Mills, 27 March 2006 (Ann. XXIII to the Application); Action Plan to complete environmental studies on Pulp Mill Projects, 9 May 2006, available at: http://www.ifc.org/ifcext/lac.nsf/content/Uruguay_Pulp_Mills.

“the reason why a plant was constructed in a particular location is not a matter for the Group [the GTAN] and does not fall within its terms of reference, since, apart from the fact that this was a decision which pre-dated the present Government, the siting of the plants is already a fact”⁴³.

16. President Vázquez repeated this a few days ago: “construction of the plants will continue at the location where they are being constructed and with the technology currently being employed”⁴⁴.

17. To create a “fait accompli” in respect of the siting of the plants without complying with the Statute of the river would constitute irreparable prejudice to the right of Argentina to be informed of the reasons for the choice of this site, to express its point of view on this and to follow the procedure for the settlement of disputes provided for by the Statute. If provisional measures have any meaning, it is to avoid a situation where one of the parties imposes a “fait accompli” on the other before the Court has given judgment.

The PRESIDENT: Professor Kohen, so that we might well concentrate on you, do you think we could have off the image that appears behind you?

Mr. KOHEN: Thank you, Madam President.

44 The PRESIDENT: Thank you. Please continue now.

Mr. KOHEN: Yes.

18. Thirdly, suspension seeks to avoid aggravating the economic and social damage caused by construction of the plants.

19. While the rights in question are those under the 1975 Statute “these rights also concern persons”, to cite your Order indicating provisional measures in the *Cameroon v. Nigeria* case (*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria: Equatorial Guinea intervening), Provisional Measures, Order of 15 March 1996, I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 22, para. 39). The riparian population of the River Uruguay is the first to be affected by whether or not the Statute is complied with.

⁴³High-Level Technical Group (GTAN), minutes of the first meeting, Montevideo, 3 August 2005 (documents submitted by Argentina on 6 June 2006, document No. 21).

⁴⁴“Tabaré Vázquez ‘No hay nada más que hablar’”, *El País*, Montevideo, 19 May 2006 (documents submitted by Argentina on 6 June 2006, document No. 22).

20. The economic and social damage caused by construction of the plants does not depend on their coming into service. They are already being felt. They are far-reaching and can only get worse before judgment is given on the merits. The following have been noted:

- (a) a drastic decline in real estate transactions both urban and rural, resulting in virtual paralysis of this market⁴⁵;
- (b) suspension of investment in agriculture and stock farming⁴⁶;
- (c) suspension of investment in tourism, notably:
- (i) halting of work on the second stage of expansion of the “Posadas del Bolacué” tourist complex⁴⁷;
 - (ii) halting of work by the Spanish company Ducados de Finestrat S.A. on the construction of a five-star hotel⁴⁸;
 - 45 (iii) suspension of work on a private residential complex, “Urquiza al Oeste”⁴⁹;
 - (iv) suspension of plans for expansion of the resort-town of Ñandubaysal⁵⁰;
 - (v) suspension of renovation work on other hotels and tourist complexes, such as Posadas del Puerto⁵¹, Altos de Verdes, Guayrá and Termas de Guaychú⁵².

21. Tourism has become one of the principal economic activities in the Gualeguaychú area⁵³. It provides work and income for a substantial part of the population. Before the start of work on the plants it was the region’s fastest growing industry.

⁴⁵See affidavit of 27 May 2006 of 27 real estate agents in the city of Gualeguaychú (documents submitted by Argentina on 2 June 2006, document No. 11).

⁴⁶Affidavit of 30 May 2006 of Messrs José Eduardo Heft, Jorge Albino Janusa and Oscar Enrique Stockli (documents submitted by Argentina on 2 June 2006, document No. 13). See also the preceding affidavit.

⁴⁷Affidavit of 24 May 2006 of Mr. Aníbal Hugo Rodríguez, President of Posadas del Bolacué S.A., documents submitted by Argentina on 2 June 2006, document No. 9.

⁴⁸Affidavit of 24 March 2006 of Mr. Sebastian Bel, Secretary for Tourism of the municipality of Gualeguaychú, documents submitted by Argentina on 2 June 2006, document No. 10).

⁴⁹*Ibid.*

⁵⁰Affidavit of 31 May 2006 of Mr. Carlos Sanchez Alzaga (documents submitted by Argentina on 2 June 2006, document No. 14).

⁵¹Affidavit of 27 May 2006 of Ms Silvina Rossi (documents submitted by Argentina on 2 June 2006, document No. 12).

⁵²Affidavit of 24 May 2006 of Mr. Sebastian Bel, Secretary for Tourism of the municipality of Gualeguaychú, document submitted by Argentina on 2 June 2006, document No. 10).

⁵³*Ibid.*

22. Construction of the plants has plunged the population into a situation of serious economic and social instability. Continued construction will only aggravate this situation.

23. Suspension must be imposed in order to safeguard Argentina's right to ensure that the riparian population under its jurisdiction does not suffer harmful consequences as a result of Uruguay's violations of the 1975 Statute. In view of the risk that these investments will be definitively abandoned, there is an urgent need for measures of suspension. These will at least permit the status quo to be maintained and avoid any aggravation of the situation or of the dispute (*Anglo-Iranian Oil Co., Interim Protection, Order of 5 July 1951, I.C.J. Reports 1951*, p. 93; *Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland), Interim Protection, Order of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972*, p. 17; *Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland), Interim Protection, Order of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972*, p. 35; *Nuclear Tests (Australia v. France), Interim Protection, Order of 22 June 1973, I.C.J. Reports 1973*, p. 106; *Nuclear Tests (New Zealand v. France), Interim Protection, Order of 22 June 1973, I.C.J. Reports 1973*, p. 142; *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran, Provisional Measures, Order of 15 December 1979, I.C.J. Reports 1979*, p. 21; *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America), Provisional Measures, Order of 10 May 1984, I.C.J. Reports 1984*, p. 187; *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), Provisional Measures, Order of 10 January 1986, I.C.J. Reports 1986*, p. 11, para. 32, point 1A; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia), Provisional Measures, Order of 8 April 1993, I.C.J. Reports 1993*, p. 24, para. 52B; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Provisional Measures, Order of 15 March 1996, I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 24, para. 49, point 1; *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda), Provisional Measures, Order of 1 July 2000, I.C.J. Reports 2000*, p. 129, para. 47, point 1), and will give a clear signal that *inter alia* the issue of the siting of the plants remains open until the dispute has been settled.

24. Fourthly, suspension seeks to avoid prejudging the rights of the Parties.

25. In the present case, Argentina considers that the 1975 Statute is fully applicable and that the plants cannot be constructed at their present site, because they will cause significant damage,

both to the river and to the transboundary environment. By contrast, Uruguay considers that the plants can be constructed there, because they will not cause any damage.

26. Suspension is the only way to safeguard the two Parties' treaty rights without prejudging the rights on either side — the right to construct or not construct these plants once the Parties have completed the procedure under Chapter II of the Statute, culminating in accordance with Article 12, in the judgment of the Court. Such a measure is thus fully in accordance with your jurisprudence and with that of your predecessor (*Electricity Company of Sofia and Bulgaria, Judgment, 1939, P.C.I.J., Series A/B, No. 79, p. 199; Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland), Interim Protection, Order of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972, p. 16, para. 22; Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland), Interim Protection, Order of 12 July 1973, I.C.J. Reports 1972, p. 34, para. 23*).

47

27. Fifthly, suspension seeks to safeguard the jurisdiction which the Court itself derives from the 1975 Statute.

28. The jurisdiction of the Court under this Statute is twofold: as in a large number of treaties containing compromissory clauses, the Court's jurisdiction under Article 60 relates to a dispute concerning the application or interpretation of the Statute. However, Article 12 provides for a specific additional function: that of settling, in the event of disagreement, a dispute relating to the authorization or construction of works liable to cause significant damage to the river or to the other Party. The Court thus has a very specific role under this treaty, one which appears to be unique in existing treaty practice.

29. This jurisdiction of the Court would be rendered completely ineffective if construction of the plants continues. Thus, the purpose of suspension is also to safeguard the integrity of the Court's judicial function under the 1975 Statute.

30. Sixthly, suspension is physically possible and the only measure that could reasonably be contemplated.

31. Construction work is at an initial stage⁵⁴, which facilitates the measure requested by Argentina. Suspension is thus not only physically possible, but will enable unnecessary

⁵⁴Affidavit of Agr. Eng. Alicia Torres, National Director for the Environment, in: Observations of Uruguay, 2 June 2006, Exhibit 1, p. 10, point VI.

expenditure to be avoided until the dispute has been settled. In effect, the possibility of relocating the plants should not be ruled out.

32. Ultimately, is there any measure more reasonable than the suspension of works which commenced in contravention of the bilateral treaty and are still at an initial stage? Would it be the same if an order were to be made prohibiting start-up when the plants had already been completed before termination of the present proceedings? Or, worse still, an order for them to be dismantled following judgment on the merits? What is the most reasonable option? The most rational? The most logical? The most credible? The most well-balanced, the solution which best takes account of both Parties' interests? The answer is surely self-evident.

33. Seventhly, Uruguay has accepted the principle of suspension of the works.

48

34. At his meeting with his Argentine counterpart, the Uruguayan President asked ENCE and Botnia to suspend work⁵⁵. The Uruguayan Government even strongly regretted that Botnia had not agreed to do so⁵⁶.

35. That represents a clear admission that Argentina's request for suspension is reasonable, that suspension of the work is physically possible, and would in Uruguay's view be justified at least for a specific period, pending settlement of the dispute with Argentina.

Madam President, Members of the Court, I am coming to the end of my statement.

36. Applying your jurisprudence, one is bound to conclude that continued construction of the plants will fatally prejudice any exercise of the Argentine rights at issue, will aggravate the dispute and render its settlement more difficult (on this latter point, see *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran, Provisional Measures, Order of 15 December 1979, I.C.J. Reports 1979*, p. 21; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Provisional Measures, Order of 8 April 1993, I.C.J. Reports 1993*, p. 24, para. 52; *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda) Provisional Measures, Order of 1 July 2000, I.C.J. Reports 2000*, p. 129, para. 47, point 1). In

⁵⁵Presidency, Eastern Republic of Uruguay: "Possible settlement of the dispute over Fray Bentos cellulose plants", 11 March 2006 (Annex XVI to the Application), transcript of the statements of the President of the Argentine Republic, Mr. Néstor Kirchner, and the President of the Eastern Republic of Uruguay, Mr. Tabaré Vázquez, Santiago, Chile, 11 March 2006 (translation of extracts submitted by Argentina on 6 June 2006, document No. 4).

⁵⁶Presidency, Eastern Republic of Uruguay: "Uruguay calls for a Mercosur meeting; it will send a letter to the Hague Court", 7 April 2006 (Annex XXII to the Application).

view of the bonds of affection uniting our two countries (that indeed is the language of the River Uruguay Treaty of 1961, which speaks of the “close and immutable bonds of affection and friendship which have always existed between their respective peoples), Argentina continues to hope for a rapid return on Uruguay’s part to compliance with the procedures and aims agreed on by the two States in the 1975 Statute with a view to conservation of the River Uruguay.

I thank you, Madam President, and ask you to give the floor to Professor Boisson de Chazournes.

49 The PRESIDENT: Thank you, Professor Kohen. I now give the floor to Professor Boisson de Chazournes.

Ms BOISSON de CHAZOURNES:

V. Other provisional measures requested

1. Madam President, Members of the Court, it is an honour for me to address this distinguished Court on behalf of Argentina.

2. Madam President, Members of the Court, the issue of concern to us today is the likelihood of irreparable harm and the urgent need to act in the context of a deleterious situation created and aggravated by failures by Uruguay to perform its international obligations pursuant to the Statute of the River Uruguay and the relevant rules and principles of international law, in accordance with Article 1 of that Statute⁵⁷.

3. The provisional measure requested by Argentina to which I will turn my attention first relates to co-operation in good faith by Uruguay. The two other provisional measures requested will then be dealt with, namely that Uruguay shall refrain from taking any other unilateral measure regarding the construction of the CMB and Orion mills or any other measure that might aggravate the dispute.

4. First of all I will emphasize the meaning of the obligation to co-operate under the 1975 Statute (I), then the violation of the principle *pacta sunt servanda* (II). I will conclude my

⁵⁷Under Article 1 of the Statute of the River Uruguay, “The Parties agree on this Statute . . . in order to establish the joint machinery necessary for the optimum and rational utilization of the River Uruguay, in strict observance of the rights and obligations arising from treaties and other international agreements in force for each of the Parties.”

address by emphasizing the link between the provisional measures requested and the safeguarding of Argentina's rights (III).

I. The “meaning” of the obligation to co-operate in the Statute of the River Uruguay

50 5. As Professor Philippe Sands has stated, the Statute of the River Uruguay is a unique and demanding legal régime that seeks to protect and preserve a particular area and a particular environment. It makes no provision for any exception to or exemption from the rights and duties set out therein. The spirit of loyalty imposed by respect for the law, the faithful observance of commitments and the absence of underhand action are at the heart of this system of co-operation, which must be respected in all circumstances in order to protect the River Uruguay and the areas affected by it.

6. In the case concerning *Nuclear Tests*, your Court declared in a dictum that is still famous that “[t]rust and confidence are inherent in international co-operation, in particular in an age when this co-operation in many fields is becoming increasingly essential . . .” (*I.C.J. Reports 1974*, para. 46 (emphasis added). See also *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)*, *I.C.J. Reports 1988*, para. 94). Your Court had also observed that the *pacta sunt servanda* rule in the law of treaties is based on good faith (*ibid.*, para. 46).

7. Trust and transparency are the key words in a demanding system of co-operation that admits of no exception . . . Madam President, Members of the Court, if Argentina has been driven to seise your Court and to ask it, as a matter of urgency, to indicate a provisional measure in respect of co-operation in good faith by Uruguay, that is precisely because unilateral acts and conduct by that State in continuing violation of the 1975 Statute have greatly weakened the exemplary trust that used to prevail between the two States in managing and conserving the River Uruguay. These acts imperil the legal fabric of the Statute of the River Uruguay, a Statute on which, it must be noted, the two States co-operated effectively until recently⁵⁸.

⁵⁸For an account of the serious deterioration in the climate of trust, see Annex II to the Application instituting proceedings, diplomatic note of 14 December 2005. See Annex VI to the Application instituting proceedings, Note MREU 226/03 from the Argentine Embassy to the Uruguayan Ministry of Foreign Affairs of 27 October 2003. See Annex XII to the Application instituting proceedings, Report of the Argentine delegation to the GTAN, Buenos Aires, 3 February 2006, p. 1. See Annex XIV to the Application instituting proceedings, Official Record 09/05 of the CARU meeting of 14 October 2005.

51

8. By its systematic and continuing refusal to use the machinery for co-operation prescribed by the Statute, Uruguay has betrayed the trust of Argentina and continues to do so, and denies Argentina its right to demand performance by Uruguay of its duties to co-operate. The facts speak for themselves: a first mill of very great capacity is authorized, regardless of the requirements of the Statute, then a second of comparable size, then a port⁵⁹ for the exclusive use of one of the two mills and perhaps a third mill . . . The Agent of Argentina has referred to many other facts, each indicative of acts by Uruguay in violation of international law. Madam President, Members of the Court, how far will Uruguay go in violating the Statute of the River Uruguay? Argentina asks the Court, as a matter of urgency, to safeguard its rights under the 1975 Statute.

9. As stated in the request for provisional measures, Argentina is entitled to expect, in accordance with the provisions of the 1975 Statute, that no work on a scale large enough to affect the régime of the River Uruguay, the quality of its waters, or the ecological balance of the river and its zones of influence, shall be authorized or constructed unless it has been duly notified and been given the opportunity to assess such notification and to object to such authorization. The substantial risks to the environment resulting from the CMB and Orion mill projects make it necessary for the co-operation machinery prescribed by the Statute of the River Uruguay to be strictly applied by Uruguay.

10. It is noteworthy that Uruguay does not dispute that these are serious risks. Its own National Directorate for the Environment (DINAMA) has classified CMB and Orion as projects presenting a risk of a major negative environmental impact⁶⁰. We should also note that the Hatfield Report, previously cited, characterized CMB and Orion as large-scale construction projects calling for very strict environmental assessment⁶¹. This report — the Hatfield report — also takes the view that information provided up to March 2006 — i.e. very recently — was insufficient for a real

⁵⁹See Note OCARU No. 107/2005, Annex VIII to the Application instituting proceedings.

⁶⁰M'bopicuá and Botnia cellulose plants, website of the Uruguayan Ministry of Foreign Affairs, <http://www.mrree.gub.uy/mrree/Prensa/Informeplantasdecelulosa-uruguay.htm>, Annex I to the request for provisional measures. See also the DINAMA report on Botnia of 11 February 2005 (Annex VII to the Application instituting proceedings).

⁶¹See "Cumulative Impact Study-Uruguay Pulp Mills", 27 March 2006 (Annex XXIII to the Application instituting proceedings).

assessment of the impact of these large-scale projects, and in particular does not give enough information to evaluate the choice of site for the two mills⁶².

52

11. In these circumstances Argentina is asking the Court to indicate a provisional measure that will enable it to safeguard its right to be duly informed and notified beforehand and to be able to object to the authorization and construction of the mills. I stress that this right should be exercised in the context of the provisions and agencies put in place by the Statute of the River Uruguay.

12. As I have said, the legal régime of the River Uruguay is based on “mutual trust” between Uruguay and Argentina. The framework and the driving force of this mutual trust is the *continuing* co-operation between the States for the optimum, fair and reasonable utilisation of the River Uruguay. This co-operation and trust rest upon an objectively established “community of interest” organized around respect for the rights and duties strictly prescribed by the Statute of the River Uruguay. A failure to indicate provisional measures would amount to allowing Uruguay seriously to undermine the community of interest that your Court has defined as being “the basis of a common legal right, the essential features of which are the perfect equality of all riparian States in the user of the whole course of the river and the exclusion of any preferential privilege of any one riparian State in relation to the others . . .” (case concerning the *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*, *Judgment*, *I.C.J. Reports 1997*, p. 56, para. 85. See also *Territorial Jurisdiction of the International Commission of the River Oder*, *Judgment No. 16, 1929, P.C.I.J., Series A, No. 23*, p. 27). The clear and continuing refusal by Uruguay to abide by the obligations set out in the 1975 Statute runs counter to the requirement of “exclusion of any preferential privilege of any one riparian State in relation to the others”. It robs Argentina of its rights under the community of rights as defined in the Statute.

13. The purpose and aim of the community of interest and law created by the Statute of the River Uruguay is to compel the two States to co-operate, taking proper account of the concerns and interests of each as regards utilization and protection of the resources of the river. The rights and duties laid down for this purpose are a specific expression of what your Court has called “[the]

⁶²*Ibid.*, p. 18.

general obligation of States to ensure that activities within their jurisdiction and control respect the environment of other States” (*Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 242, para. 29).

53

14. It should also be noted that the 1975 Statute is not a treaty containing “soft” or flexible obligations. It is a treaty that sets out specific, binding obligations. These do not block the right of a State to conduct economic development projects. Nonetheless, they must be respected before a development project is authorized and takes shape. In the present instance this has not been, and is still not, the case.

II. Breach of the *pacta sunt servanda* principle by Uruguay and the need for indicating provisional measures

15. Over the past three years, Argentina has steadily continued to address requests to Uruguay with a view to initiating the procedure provided for by Chapter II of the Statute of the River Uruguay based on the *pacta sunt servanda* principle (on that principle see *Nuclear Tests (Australia v. France)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1974*, p. 268, para. 46; *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, Jurisdiction and Admissibility, Judgment, *I.C.J. Reports 1984*, p. 418, para. 60; *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary v. Slovakia)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1997*, para. 142; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, Preliminary Objections, Judgment, *I.C.J. Reports 1998*, p. 304, para. 59). In most cases, Uruguay quite simply did not respond or did so with incomplete information. That attitude of constantly circumventing procedures is seriously damaging to Argentina’s rights and could nullify the object and purpose of the 1975 Statute.

16. Madam President, Members of the Court, I scarcely need to remind you that compliance with the Statute of the River Uruguay can only be achieved on the basis of “elementary considerations of good faith” (*Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)*, Judgment, *I.C.J. Reports 1988*, p. 105, para. 94). Good faith is the foundation of all laws and treaties. No legal structure can prove effective and lasting without the certainty that pledges will be kept, much less that created by the Statute of the River Uruguay, which was devised in a perspective of deeper co-operation between two neighbouring and brotherly nations. It is in order to safeguard that legal structure, created some 30 years ago, that Argentina requests the Court to

indicate a provisional measure concerning Uruguay's co-operation in good faith so as to ensure that Uruguay brings itself back within the legal framework of the Statute of the River Uruguay.

54 17. Argentina also requests that Uruguay takes no further unilateral actions concerning the construction of the CMB and Orion mills and refrains from any other action which might aggravate the dispute.

18. Fear over continued breaches of the Statute of the River Uruguay appears justified, in view of the other unilateral actions taken recently. For example, the authorization of the construction of a dedicated port for the Orion mill in defiance of the Statute's provisions. Progress in work on that port has, furthermore, been rapid and it should soon be operational⁶³. Moreover, Botnia, in association with other companies, has just established a river freight company to transport the large quantities of wood pulp to be produced by the Orion mill; also in defiance of the provisions of the 1975 Statute. There can be no doubt that these investments are intended to generate returns in the near future⁶⁴. In addition, the announcement of the construction of a third mill by Stora Enso on a tributary of the River Uruguay can only confirm Argentina's fears of continued breaches of the Statute⁶⁵. There is no doubt that those actions have aggravated the dispute between Argentina and Uruguay. The provisional measures requested of the Court are thus aimed at obliging Uruguay to fulfil its obligations in accordance with the *pacta sunt servanda* principle, to safeguard the community of interests and rights created by the Statute of the River Uruguay and to prevent, *pendente lite*, any aggravation or extension of the dispute before the Court (see *Legal Status of the South-Eastern Territory of Greenland, Orders of 2 and 3 August 1932, P.C.I.J. Reports, Series A/B, No. 48*, p. 287; see also *Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark), Provisional Measures, Order of 29 July 1991, I.C.J., Reports 1991*, p. 19, para. 32).

III. The link between the provisional measures sought and the safeguard of Argentina's rights

19. Madam President, Members of the Court, Argentina is of the opinion that the provisional measures it seeks will be sufficient to maintain the balance of rights and duties resulting from the

⁶³See "El Puerto de Botnia estará operativo en un mes", *La República*, 30 May 2006.

⁶⁴See "Forman compañía Transportes Fluviales Fray Bentos", *El País*, 23 May 2006.

⁶⁵See "Stora Enso joins Botnia and ENCE", 29 September 2005 (Annex XXV of the Application instituting proceedings).

55 Statute of the River Uruguay. Argentina continues to believe that the resumption by Uruguay of conduct in compliance with the requirement to co-operate in good faith, without recourse to unlawful, unilateral action, will safeguard the integrity of the Statute.

20. We should bear in mind that co-operation in good faith involves more than words alone. Co-operation in good faith implies duties, conduct and acts. Of what type? Co-operation in good faith requires Uruguay, in accordance with the Statute of the River Uruguay, to agree to follow the procedures laid down by the Statute with respect to the pulp mill construction projects.

21. Furthermore, co-operation “in good faith” requires Uruguay to take into consideration all of Argentina’s interests, including the socio-economic ones, such as tourism and the well-being of its population.

22. The duty of co-operation also obliges Uruguay, pursuant to the Statute of the River Uruguay and other related international obligations, to anticipate and prevent any damage to the environment, affecting Argentina’s interests and rights. That obligation does not just concern the acts of the Uruguayan State, that is to say those carried out by its organs, but also the acts of any person or group of persons in its territory. That was established in the arbitral award in the *Trail Smelter case*⁶⁶, a true *locus classicus* in the campaign against pollution, even if not all of the lessons that can be drawn from that decision are entirely applicable to the present case.

23. The duty of co-operation implies, moreover, that Uruguay, pursuant to the 1975 Statute, be required to ensure with all due diligence that ENCE and Botnia *really* suspend construction work, in order to comply in full with the obligations of the 1975 Statute, until the Court’s final judgment.

56 24. Madam President, Members of the Court, the International Court of Justice lies at the heart of the mechanism for co-operation established under the Statute of the River Uruguay, as my colleagues Philippe Sands and Marcelo Kohen have already noted. By indicating provisional

⁶⁶*Trial Smelter (United States of America v. Canada)*, decision of 11 March 1941, *UNRIIAA*, Vol. III, pp. 1938-1981: “under the principles of international law . . . no State has the right to use or permit the use of its territory in such a manner as to cause injury by fumes in or to the territory of another or the properties and persons therein, when the case is of serious consequence . . .” (p. 1965). Extracts in French in: *ACDI*, rapport du Secrétaire général sur les problèmes juridiques posés par l’exploitation et l’utilisation des fleuves internationaux et documents de la vingt-sixième session préparés par le Secrétariat, vol. II, 2^e partie, 1974, p. 207.

measures, the Court would help to defuse the current dispute, to safeguard the integrity of the Statute of the River Uruguay and to facilitate future co-operation between Argentina and Uruguay.

25. I thank you for your attention and ask you, Madam President, to give the floor to Professor Alain Pellet.

The PRESIDENT: Thank you, Professor Boisson de Chazournes. I now give the floor to Professor Pellet.

Mr. PELLET: Thank you, Madam President.

VI. THE CONDITIONS FOR THE INDICATION OF PROVISIONAL MEASURES ARE SATISFIED

1. Madam President, Members of the Court, in recapitulating the arguments of the Argentine Republic, I shall seek to show that the conditions for the indication of provisional measures are satisfied.

2. Pursuant to Article 41, paragraph 1, of its Statute, “[t]he Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to preserve the respective rights of either party”. Articles 73 to 78 of the Rules of Court are hardly more explicit regarding the conditions required to justify an indication of such measures by your august Court. However, the circumstances in question have been clarified by a well-established line of decisions. It is necessary:

- (1) that the Court’s jurisdiction be established, at least *prima facie*;
- (2) that there be “a risk of irreparable prejudice to rights in issue” (*Aegean Sea Continental Shelf, Interim Protection, Order of 11 September 1976*, p. 12, para. 33); and
- (3) that there should be urgency.

I propose to show that each of these three conditions has been fulfilled in the instant case.

57

I. The *prima facie* jurisdiction of the Court

3. The Court’s jurisdiction to adjudicate on the case placed before it by Argentina poses no particular problem — neither *prima* nor, in fact, *secunda facie*.

4. As is indicated in paragraph 3 of the Application, your jurisdiction, Members of the Court, derives from Article 60 of the 1975 Statute, which provides: “Any dispute concerning the interpretation or application of the Treaty and the Statute which cannot be settled by direct negotiations may be submitted by either Party to the International Court of Justice.” This provision is more than sufficient to establish the *prima facie* jurisdiction of the Court in accordance with its established jurisprudence (cf. *Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v. Rwanda)*, Judgment of 3 February 2006, para. 25, and the jurisprudence cited).

5. Moreover, in the present case, the basis of the Court’s jurisdiction invoked by Argentina easily passes the most rigorous test based on its jurisprudence in this regard, as defined by the Judgment of 12 December 1996 on the preliminary objections raised by the United States in the *Oil Platforms* case. On that occasion, the Court held that it could not limit itself to noting the existence of a dispute between the parties as to the interpretation and the application of a treaty in force, but that it should also ascertain whether the alleged violations “do or do not fall within the provisions of the Treaty and whether, as a consequence, the dispute is one which the Court has jurisdiction . . . to entertain, pursuant” to the jurisdiction clause contained in the Treaty in question — in this case, the 1975 Statute.

6. There can be no doubt that that is the case: the dispute concerns “the interpretation and the application” of the Treaty concerned and of the rules of international law to which it refers, and it does indeed fall “within the provisions” of the Treaty and, in particular, of Article 12 thereof which provides:

“Should the Parties fail to reach agreement within 180 days following the notification referred to in article 11 [by which one party notifies that it considers that the execution of the work or the programme of operations might significantly impair the régime of the river], the procedure indicated in chapter XV shall be followed.”

7. This provision is particularly important as it “straddles”, so to speak, issues of jurisdiction and issues of substance: it refers (but only refers) to Article 60 — the only provision of Chapter XV, which founds the jurisdiction of the Court, but at the same time it establishes a right for Argentina — and it is *for this reason* that it does not appear in Chapter XV on the “Judicial settlement of disputes”, but in Chapter II, which lays down the respective rights and duties of the

parties in respect of “navigation and works” — this being its title. In other words, Argentina is entitled not to have the construction of works imposed upon it by the unilateral will of Uruguay and, if it does not accept the proposed construction, it is entitled to request the Court to adjudicate on the legality thereof and to require that the project should not be undertaken until judgment has been rendered. The latter can thus clearly be regarded as a “substitute” for the agreement which the Parties were unable to reach (*Free Zones of Upper Savoy and the District of Gex, Order of 19 August 1929, P.C.I.J., Series A, No. 22*).

8. As my colleagues and friends have shown, this right constitutes one of those for which Argentina seeks protection, but it is not the only one. The question of the protection of the environment of the river and the areas affected by it is also central to the rights which it requests the Court to uphold. And it goes without saying that this dispute does indeed relate to the violation (and the serious risk of future violation) of numerous provisions of the Statute.

9. I shall return in a moment to the question of the substance of the rights in issue, but before leaving the matter of jurisdiction, I should merely like to point out, Madam President, that it was not possible to resolve the dispute by means of direct negotiations within the time-limit provided by the 1975 Statute:

- as a result of the efforts by Argentina following the unilateral grant of prior environmental authorization for the CMB project on 9 October 2003 and the Orion project on 14 February 2005⁶⁷, the two States decided to set up the GTAN in May 2005, in order to find a negotiated settlement to their dispute; the group held 12 meetings between August 2005 and January 2006, without reaching an agreement⁶⁸;
- in March 2006, the Argentine President made a fresh appeal to his Uruguayan counterpart with a view to settling the dispute on the basis of the suspension of the works pending determination by an independent environmental impact study — to which the Uruguayan President had

⁶⁷See the chronology set out in the judges’ folder.

⁶⁸See the report of the Argentine delegation to the GTAN, 3 February 2006 (Application, Ann. XII).

59 agreed in principle — of the procedure to be followed⁶⁹; however, this agreement was never put into effect owing to the failure of the Uruguayan authorities to have the works suspended⁷⁰.

10. The origin of this deliberate refusal of any genuine negotiation — particularly concerning the siting of the mills — can be traced back to the speech made by Uruguay’s Minister for Foreign Affairs in the Senate of that country on 26 November 2003. In his speech, Mr. Operti Badan stated that the issue by its nature fell solely within the scope of domestic law and was not susceptible of submission to CARU⁷¹. Ambassador Felipe Paolillo expressed similar sentiments as recently as 29 May last⁷². Moreover, the April 2006 communiqué from the Uruguay Presidency leaves no doubt as to the respondent State’s firm determination not to follow the procedure provided for in the Statute⁷³ and constitutes a negative stance which, to cite the language of the Permanent Court, demonstrates that “one of the Parties . . . refuses to give way”, thus showing that “there can therefore be no doubt that the dispute cannot be settled by diplomatic negotiation” (*Mavrommatis Palestine Concessions, Judgment No. 2, 1924, P.C.I.J., Series A, No. 2*, p. 13. See also *South West Africa, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1962*, p. 346; *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran, Judgment, I.C.J. Reports 1980*, p. 27, para. 52).

II. “A risk of irreparable prejudice to rights in issue”

11. Since there is no doubt that the Court has jurisdiction, two points need to be clarified:

1. What are the rights in issue (and, more specifically, what rights are at issue in the request for provisional measures)? And,
2. Are these rights threatened by a risk of irreparable prejudice?

12. Concerning:

⁶⁹See Application, Ann. XV.

⁷⁰See Application, Anns. XX and XXI.

⁷¹Senate of the Eastern Republic of Uruguay, International Affairs Commission, meeting of 26 November 2003. Statement by the Minister for Foreign Affairs, Mr. Didier Operti (document No. 3 filed in the Registry by Argentina on 2 June 2006).

⁷²Presentation by the Government of Uruguay, 29 May 2006, Office of the Presidency in Montevideo (website: <http://www.presidencia.gub.uy>).

⁷³See Application, Ann. XXII.

60 A. The rights in issue

I can be brief, Madam President: they are set out in paragraph 4 of the request for the indication of provisional measures and their precise nature was, I believe, described very clearly a little while ago by Professor Philippe Sands. They can be divided into two groups:

- Some derive from obligations of conduct incumbent on the other Party; they correspond to subparagraph (a) of paragraph 4 of the request and relate to “the right to ensure that Uruguay complies with the obligations provided for in the 1975 Statute governing the construction of any works liable to affect the régime of the River Uruguay or the quality of its waters” — these obligations being very precisely specified in Chapter II of the 1975 Statute.
- The other rights which Argentina is justified in seeking to have enforced are set forth in subparagraphs (b) and (c) of the same paragraph of the request. They flow from obligations — obligations of result in this instance — incumbent on Uruguay and they require that that State “shall not authorize or undertake the construction of works liable to cause significant damage to the River Uruguay”, or to areas “affected by” the river before the procedures provided for in Chapter II of the Statute have been complied with. In addition, Argentina is entitled to obtain assurances

“that the riparian population of the River Uruguay under its jurisdiction residing in the proximity of the projected works, or within their zone of impact, may live in a healthy environment and not suffer damage to their health, economic damage, or any other type of damage, by reason of the construction and commissioning of pulp mills . . .”.

These obligations are based on a number of express provisions of the 1975 Statute (in particular Articles 1, 7-13, 27, 35-37 and 40-43 thereof) and on “the principles and rules of international law necessary for its interpretation and application” (request for the indication of provisional measures, para. 4 (c)), as is moreover explicitly provided for in Articles 1 and 41 (a) of the Statute.

13. It is clear that all of these rights are “rights in issue” in the principal proceedings, within the meaning assigned to them by the jurisprudence of the Court: thus, “the . . . rights sought to be made the subject of provisional measures are . . . the subject of the proceedings before the Court on the merits of the case” (*Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea-Bissau v. Senegal), Provisional Measures, Order of 2 March 1990, I.C.J. Reports 1990*, p. 70, para. 26). In other words, the rights which Argentina seeks to protect by provisional measures are directly linked to the requests made

61 in its Application instituting proceedings (*Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland)*, *Interim Protection, Order of 17 August 1972*, *I.C.J. Reports 1972*, p. 15, para. 14, p. 33, para. 14; *Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)*, *Interim Protection, Order of 11 September 1976*, *I.C.J. Reports 1976*, p. 11, para. 34; *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)*, *Provisional Measures, Order of 15 December 1979*, *I.C.J. Reports 1979*, p. 16, para. 28. See also *Legal Status of the South-Eastern Territory of Greenland, Orders of 2 and 3 August 1932*, *P.C.I.J., Series A/B, No. 48*, p. 285; *Polish Agrarian Reform and German Minority, Order of 29 July 1933*, *P.C.I.J., Series A/B, No. 58*, p. 177); these are rights “which may be subsequently adjudged by the Court to belong . . .” (*Anglo-Iranian Oil Co. (United Kingdom v. Iran)*, *Interim Protection, Order of 5 July 1951*, *I.C.J. Reports 1951*, p. 93).

B. A risk of irreparable prejudice

14. In the present case, both these categories of rights are today under immediate threat of serious and irreparable prejudice — bearing in mind, and this is important, that what is required by your jurisprudence, Members of the Court, is not that the prejudice in question should be real and current, but that there should be a risk that it might occur.

15. Be that as it may, and even adopting the narrowest possible definition of the concept of “irreparable prejudice”, the conditions therefor are met in this case. From the outset, the PCIJ held that prejudice was irreparable if it “could not be made good simply by the payment of an indemnity or by compensation or restitution in some other material form” (*Denunciation of the Treaty of 2 November 1865 between China and Belgium, Orders of 8 January, 15 February and 18 June 1927*, *P.C.I.J., Series A, No. 8*, p. 7; *Factory at Chorzów, Order of 21 November 1927*, *P.C.I.J., Series A, No. 12*, p. 6) or “in so far . . . as the damage threatening these rights would be irreparable in fact or in law” (*Legal Status of the South-Eastern Territory of Greenland, Orders of 2 and 3 August 1932*, *P.C.I.J., Series A/B, No. 48*, p. 284). This Court, for its part, in the *Aegean Sea Continental Shelf* case, held:

“Whereas, in the present instance, the alleged breach by Turkey of the exclusivity of the right claimed by Greece to acquire information concerning the natural resources of areas of continental shelf, if it were established, is one that might be capable of reparation by appropriate means; and whereas it follows that the Court is unable to find in that alleged breach of Greece’s rights such a risk of irreparable

62

prejudice to rights in issue before the Court . . .” (*Order of 11 September 1976, I.C.J. Reports 1976*, p. 12, para. 33.)

And in the *Fisheries Jurisdiction* cases, which, of cases that have come before the Court, would seem to be those closest to, or least unlike, the present one, it stated that:

“the right . . . to indicate provisional measures as provided for in Article 41 of the Statute has as its object to preserve the respective rights of the Parties pending the decision of the Court, and presupposes that irreparable prejudice should not be caused to rights which are the subject of dispute in judicial proceedings and that *the Court’s judgment should not be anticipated by reason of any initiative regarding the measures which are in issue*” (emphasis added).

The Court added that:

“the immediate implementation by Iceland of its Regulations would, by anticipating the Court’s judgment, prejudice the rights claimed by the United Kingdom and affect the possibility of their full restoration in the event of a judgment in its favour” (*Orders of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972*, , p. 16, paras. 21-22, and p. 34, paras. 22-23).

16. This is exactly the case in these proceedings: whether the rights concerned are rights in respect of the procedure and obligations under Chapter II of the Statute, or rights related to environmental protection which Argentina requests the Court to safeguard by the indication of provisional measures, in both cases these rights would be *irreparably* compromised (that is to say, not amenable to appropriate “reparation”) in the absence of such measures.

17. With respect to the first category of rights — rights requiring scrupulous compliance with the procedure laid down in Chapter II of the Statute, this point is indeed virtually self-evident: if the mills are constructed without reference to the Chapter II procedure, there will no longer be any obligation to discharge, and the Court’s judgment on the merits will be moot. It is essential, however, that when the Court exercises its judicial function, its judgments should have “some practical consequence in the sense that [they] can affect existing legal rights or obligations of the parties . . .” (*Northern Cameroons, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1963*, p. 34). The indication of provisional measures, inherent in the judicial function, has precisely as its object “to preserve the respective rights of the Parties pending the decision of the Court” (*Fisheries Jurisdiction (United Kingdom v. Iceland), Interim Protection, Order of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972*, p. 16, para. 21 and *Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany v. Iceland), Interim Protection, Order of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972*, p. 34, para. 22; *Nuclear Tests, Interim Protection, Order of 22 June 1973, I.C.J. Reports 1973*, p. 103, para. 20 and

63 p. 139, para. 21; *Aegean Sea Continental Shelf (Greece v. Turkey)*, *Interim Protection, Order of 11 September 1976*, *I.C.J. Reports 1976*, p. 9, para. 25; *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran, Provisional Measures, Order of 15 December 1979*, *I.C.J. Reports 1979*, p. 19, para. 36; *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali), Provisional Measures, Order of 10 January 1986*, *I.C.J. Reports 1986*, p. 8, para. 13; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Provisional Measures, Order of 8 April 1993*, *I.C.J. Reports 1993*, p. 19, para. 34; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Provisional Measures, Order of 15 March 1996*, *I.C.J. Reports 1996 (I)*, pp. 21-22, para. 35; *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America), Provisional Measures, Order of 9 April 1998*, *I.C.J. Reports 1998*, p. 257, para. 35; *LaGrand (Germany v. United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999*, *I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 15, para. 22; *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium), Provisional Measures, Order of 8 December 2000*, *I.C.J. Reports 2000*, p. 201, para. 69; *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America), Provisional Measures, Order of 5 February 2003*, *I.C.J. Reports 2003*, p. 89, para. 49), if the Court's decision is not to be devoid of concrete effect.

18. This applies with particular force in the present case, in that the Court's intervention forms an integral part of the procedure laid down in Chapter II of the 1975 Statute, Article 12 of which entrusts the task of making a final decision to the Court if the Parties have not been able to reach agreement on a construction planned or site selected by one of them. The continued construction of the two plants would thus not only prejudice the "judicial" function of the Court, but would definitely preclude it from discharging the task conferred upon it by Article 12. By the same token, the very object and purpose of the Statute — which under the terms of its Article 1 is, precisely, to "set[. . .] the necessary common mechanisms for the best and rational exploitation of the Uruguay River" — would be definitively compromised. Madam President, Members of the Court, there is here a fundamental difference between the case before us and the *Great Belt* — to which I shall revert in a moment. Argentina is seeking to protect treaty rights essential to the performance of the 1975 Statute, whereas Finland was seeking to defend a right of passage it

claimed to hold under general international law, but which bore no concomitant obligation of prior consultation or agreement.

19. The question, which is crucial, of the siting of the mills well illustrates, I believe, what I mean: to date, no specific evidence has been provided which would enable Uruguay's choice of these to be assessed: as was acknowledged by the Hatfield Report, commissioned by the IFC with a view to assessment of the project: "The CIS does not provide a clear understanding of the site selection process employed by Orion and CMB."⁷⁴ Let us suppose, for example, that without questioning the actual principle of the construction of the mills, the Court were to find — the requisite information having been supplied and discussed by the Parties — that the mills ought not to be located at the sites selected by the respondent State, a scenario in no way excluded by Argentina. What concrete conclusions could the Court draw in its judgment from such a finding, if construction work had not been suspended, and the mills were already in service? Similar questions might be raised regarding the technology selected or the "pharaonic" scale of these projects — on which Uruguay has provided only highly fragmentary information, or data insufficient to enable any conclusion to be drawn as matters stand.

20. As regards the other rights on which Argentina may rely, it seems to me that not much can be added to what Marcelo Kohen said a moment ago: the construction of the mills is already causing damage and their commissioning, if it goes ahead, will obviously worsen the situation still further.

21. Moreover, in accordance with your settled case law, there is no need, Members of the Court, for damage already to have arisen; you need only conclude that there is a serious risk of it (*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Provisional Measures, Order of 15 March 1996, I.C.J. Reports 1996, p. 22, para. 42; Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda), Provisional Measures, Order of 1 July 2000, I.C.J. Reports, p. 128, para. 43; Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France), Provisional Measures, Order of 17 June 2003, I.C.J. Reports 2003, p. 111, para. 38; Aegean Sea Continental Shelf (Greece v.*

⁷⁴Hatfield Consultants Ltd., "Cumulative Impact Study-Uruguay Pulp Mills", 27 March 2006, p. 18, issue A23, (Application, Ann. XXIII).

Turkey), *Interim Protection, Order of 11 September 1976, I.C.J. Reports 1976*, p. 12, para. 3; *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran (United States of America v. Iran)*, *Provisional Measures, Order of 15 December 1979, I.C.J. Reports 1979*, p. 20, para. 42; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)*, *Provisional Measures, Order of 8 April 1993, I.C.J. Reports 1993*, p. 23, para. 48). This also follows, for example, from the Court's Orders of 1973 in the *Nuclear Test* cases: "For the purpose of the present proceedings, it suffices to observe that the information submitted to the Court . . . does not exclude the possibility that damage to Australia might be shown to be caused by the deposit on Australian territory of radioactive fall-out resulting from such tests and to be irreparable" (Orders of 22 June 1972, *I.C.J. Reports 1973*, p. 105, para. 29; see also p. 141, para. 30). And the same was true for New Zealand. In our case, this possibility is beyond any doubt.

22. In fact, here, the ecological damage is, to say the least, a very serious probability⁷⁵, recognized by the Uruguayan experts themselves, a fact which was emphasized, in particular, in the DINAMA report on the environmental impact assessment of the mills:

«Les modifications apportées aux berges du fleuve Uruguay permettent de prévoir des effets négatifs pour la faune aquatique en eau peu profonde... Qui plus est, le secteur du rivage où se trouve l'usine est une zone de reproduction et de frai de diverses espèces, dont celles qui sont la principale capture de petites entreprises de pêche. Il est suggéré dans l'EIE ... d'éviter la construction du port en raison de l'effet potentiel sur la population piscicole. Cette suggestion a été rejetée par la suite dans l'étude, et les effets de cet ordre n'ont pratiquement pas été évalués.»⁷⁶

And, even more telling:

«La liste ci-après énumère de manière non spécifique des incidences potentielles qui n'ont pas été traitées dans l'EIE, ou qui l'ont été sans employer la méthode environnementale appropriée. Il convient de relever que bon nombre des effets figurant sur cette liste sont très difficiles à quantifier.

- Préjudice causé au tourisme dans la zone d'influence du projet.
- Préjudice causé aux populations piscicoles (espèces présentant une importance commerciale et espèces menacées de manière critique) du fait de la destruction des zones de ponte situées à l'emplacement du port à construire.

⁷⁵See Application, Ann. XII.

⁷⁶Report of the Argentine delegation to the GTAN, Buenos Aires, 3 February 2006, Application, Ann. VII, p. 9.

66

- Possibilité d’accumulation de polluants, à moyen et long termes, dans les sédiments et le biotope du fleuve.
- Préjudice causé à la faune sauvage (terrestre et aquatique) par les bruits liés à la construction et au fonctionnement de l’usine et par les activités de transport fluvial et terrestre dans la zone d’influence.
-
- Effets sur la zone du projet et ses alentours immédiats que peut produire la présence d’un très grand nombre d’ouvriers pendant la phase de construction.»⁷⁷

23. Respect for environmental needs is, precisely, one of the principal subjects of the dispute, albeit not the only one. Such damage is by its very nature “irreparable” or “irremediable”: the restoration of the *status quo ante* could not be envisaged; satisfaction would obviously be inappropriate; and compensation would be precluded as damage of this kind is not readily assessable in financial terms (*Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*, *Judgment*, 25 September 1997, *I.C.J. Reports 1997*, p. 78, para. 140)⁷⁸: Nor can it be quantified in advance, or when it has actually occurred, and the environment will probably remain affected for decades without it being possible to assess the environmental impact of the construction and commissioning of the mills with certainty. The Court has already had occasion to stress, in a justly celebrated passage, that:

“the environment is not an abstraction but represents the living space, the quality of life and the very health of human beings, including generations unborn. The existence of the general obligation of States to ensure that activities within their jurisdiction and control respect the environment of other States or of areas beyond national control is now part of the corpus of international law relating to the environment” (*Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1996 (I)*, pp. 241-242, para. 29).

The same applies *a fortiori* when this obligation flows, as in the present case, not from general international law but from unequivocal treaty provisions.

24. The same doubtless applies, in part at least, to economic and social damage⁷⁹, which Professor Kohen has detailed (within the limits of the time allowed us); and I would indicate in this connection that an impact of this kind may also prove to be irreparable, owing to the

67

⁷⁷*Ibid.*, p. 10.

⁷⁸See also Art. 26, para. 2, of the ILC Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts annexed to General Assembly resolution 56/83 of 12 December 2001.

⁷⁹See, for example, documents Nos. 9 to 14 filed in the Registry by Argentina on 2 June 2006.

impossibility of arriving at a true assessment of it, as the Permanent Court pointed out in the *Factory at Chorzów* case (*Order of 21 November 1927, P.C.I.J. Series A, No. 12, p. 6*).

25. This constitutes one of the many major differences between the present case and the *Great Belt*, in which the Court rejected Finland's request for the indication of provisional measures because the bridge would not have been completed until well after delivery of the judgment on the merits. It was therefore a problem of "urgency" or "non-urgency" and not of "irreparable damage" (see the *Order of 29 July 1991, I.C.J. Reports 1991, p. 18, para. 27*). The Court's celebrated statement that, if Finland were to win the case, the possibility could not be excluded that Denmark would be forced to dismantle the works, certainly does not imply that you should refuse in this case to order that construction of the mills be suspended: not only is construction of the plants causing real and present damage, they would patently be commissioned *before* you were able to render judgment — however expeditiously you acted. Furthermore, in our case, if you declined to order provisional measures, *restitutio in integrum* would not simply be compromised or rendered materially more onerous for Uruguay (as would have been the destruction or alteration of the bridge over the Great Belt): the Respondent would find it materially impossible to efface the consequences of its internationally wrongful act. In other words, whereas the Court considered that the dismantling of the bridge would make it possible to restore Finland's rights, any dismantling of the mills once built could not "restore" Argentina's rights concerning the protection of the riverine environment.

26. In the *Fisheries Jurisdiction* cases, the Court, having found that full restoration of the status quo would be impossible, indicated provisional measures; it held that

"the immediate implementation by Iceland of its Regulations would, by anticipating the Court's judgment, prejudice the rights claimed by the United Kingdom and affect the possibility of their full restoration in the event of a judgment in its favour" (*Orders of 17 August 1972, I.C.J. Reports 1972, p. 16, para. 22; see also p. 34, para. 23*).

68

27. In the present case, this applies as much to Uruguay's breaches of its obligations of result flowing from the construction of the disputed mills as to its non-compliance with the procedures laid down in Chapter II of the 1975 Statute; and dismantling of the works would certainly not constitute a *restitutio in integrum*, regardless of which category of obligations was concerned. Once the environment has been damaged, it is too late to protect it; once the mill has been

constructed, the obligation of *prior* (the word on which everything turns) consultation becomes pointless and Argentina's right for the works not to be constructed without its consent or without the authorization of a judgment of the Court would be completely meaningless. Only provisional measures indicated by the Court can prevent the irremediable.

III. The urgency of the measures requested

28. Madam President, obviously Argentina does not deny that provisional measures “are only justified if there is urgency” (*Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, *Provisional Measures, Order of 15 March 1996*, *I.C.J. Reports 1996*, p. 22, para. 35; *LaGrand (Germany v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 3 March 1999*, p. 15, para. 22; *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)*, *Provisional Measures, Order of 8 December 2000*, *I.C.J. Reports 2000*, p. 201, para. 69), “in the sense that action prejudicial to the rights of either party is likely to be taken before such final decision is given” (*Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)*, *Provisional Measures, Order of 29 July 1991*, *I.C.J. Reports 1991*, p. 17, para. 23; *Avena and Other Mexican Nationals (Mexico v. United States of America)*, *Provisional Measures, Order of 5 February 2003*, *I.C.J. Reports 2003*, p. 90, para. 50). And this is what explains the fact that in the *Great Belt* case the Court did not accede to Finland's request: there was no doubt that completion of the bridge would compromise the right of passage invoked by that country; but it had not “been shown that the right claimed w[ould] be infringed by construction work during the pendency of the proceedings” (*Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark)*, *Provisional Measures, Order of 29 July 1991*, *I.C.J. Reports 1991*, p. 18, para. 27; see also *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*, *Provisional Measures, Order of 17 June 2003*, *I.C.J. Reports 2003*, p. 110, para. 35).

29. On the other hand, when there is a reasonable risk that the damage cited may occur before delivery of the judgment on the merits, the requirement of urgency broadly merges with the condition I have just discussed: the existence of a serious risk of irreparable prejudice to the rights in issue. There is, alas, no doubt that this condition is satisfied here. Construction of the mills has begun: not only are the risks of ecological damage already apparent and becoming clearer with

every day that passes, the socio-economic consequences are already being cruelly felt; but into the bargain, the commissioning of the mills is scheduled for August 2007 for CMB and mid-2008 for Orion⁸⁰ — in other words, whatever happens, before the Court delivers its final judgment.

30. It is also important to stress that, once ordered by this distinguished Court, the provisional measures requested by Argentina will help alleviate the tension between the two States. Suspension of construction work on the two mills is the essential condition for resumption of the procedure under Chapter II of the 1975 Statute in a spirit of calm — a resumption which, without suspension of the authorizations already granted, would be meaningless. And the ensuing resumption of co-operation between the Parties would prevent the dispute from becoming worse, or more difficult — or even impossible — to resolve; that is the very object of every provisional measure (see, for example, *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, *Provisional Measures, Orders of 10 May 1984*, *I.C.J. Reports 1984*, p. 186, para. 39; *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)*, *Provisional Measures, Order of 10 January 1986*, *I.C.J. Reports 1986*, p. 9, para. 18; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia)*, *Provisional Measures, Order of 8 April 1993*, *I.C.J. Reports 1993*, p. 23, para. 48; *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, *Provisional Measures, Order of 15 March 1996*, *I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 22, para. 41; *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*, *Provisional Measures, Order of 1 July 2000*, *I.C.J. Reports 2000*, p. 128, para. 44; *Certain Criminal Proceedings in France (Republic of the Congo v. France)*, *Provisional Measures, Order of 17 June 2003*, *I.C.J. Reports 2003*, p. 111, para. 39).

70

31. Madam President, Members of the Court, the measures requested by the Republic of Argentina are the only ones capable of preserving its rights under the 1975 Statute of the River Uruguay, and of avoiding the creation of an irremediable *fait accompli* pending your decision on the merits. Those measures alone can “save” the 1975 Statute, whose *raison d’être* is, I repeat, to

⁸⁰Affidavit by Mr. Ponce de León, OU, exhibit 3, p. 2, para. 8.

“set[. . .] the necessary common mechanisms for the best and rational exploitation of the Uruguay River”. All the conditions are satisfied to enable you to indicate them.

Madam President, my statement closes the first round of Argentina’s oral pleadings. On behalf of all our delegation, I warmly thank you, Members of the Court, for your kind attention.

Le PRESIDENT : Merci, Monsieur Pellet. Votre intervention conclut la séance de ce matin. Les audiences reprendront à 15 heures cet après-midi, pour le premier tour d’observations orales de l’Uruguay. La séance est levée.

L’audience est levée à 13 heures.
